

(1)

(N° 102.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JANVIER 1908.

Proposition de loi modifiant la loi du 30 mars 1861 instituant une caisse centrale de prévoyance pour les secrétaires communaux (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MABILLE.

MESSIEURS,

Les divers points sur lesquels la Chambre doit fixer son attention, dans l'examen de cette proposition de loi, si intéressante pour les plus importants de nos fonctionnaires communaux, se trouvent naturellement groupés dans les cinq questions suivantes :

1° Quel est le fonctionnement de la Caisse de prévoyance des secrétaires communaux?

2° Quelles modifications propose-t-on d'y apporter?

3° Quel accueil firent les sections de la Chambre à la proposition de loi de MM. Maenhaut et consorts?

4° Les conditions actuelles du fonctionnement de la Caisse garantissent-elles son existence?

5° Dans l'affirmative, les modifications que l'on propose ne seraient-elles pas de nature à compromettre son avenir?

1. — FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE.

La Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux fut instituée par la loi du 30 mars 1861, dans le but principal d'assurer des pensions de retraite aux secrétaires communaux, à leurs veuves et à leurs enfants mineurs; — et dans le but accessoire d'accorder anticipativement des pensions pour infirmités ou suppression d'emploi.

(1) Proposition de loi, n° 176 (session de 1905-1906).

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. van Limburg Stirum, Wauwermans, Bertraud, Raemdonck, Pirmez et Mabilie.

A. — *Pensions de retraite.*

1. Les secrétaires, âgés de 60 ans et comptant au moins trente années de participation à la Caisse, ont le droit à la pension de retraite.

Cette pension est égale à la somme obtenue, en multipliant le nombre d'années de contribution à la Caisse, par un soixantième du traitement moyen pendant les cinq dernières années du service actif.

De telle sorte qu'un secrétaire ayant trente ans de service et ayant joui du même traitement, pendant les cinq dernières années, est assuré d'une pension égale à la moitié ($30/60^e$) de son traitement final.

Une disposition spéciale de la loi décide que les petits traitements, inférieurs à 200 francs, sont portés à cette somme pour la fixation de la moyenne.

Toutefois, les secrétaires ne pourront faire valoir, pour la liquidation de leur pension, plus de quarante-cinq années de contribution à la Caisse. Il existe donc un maximum fixé aux $45/60^e$, c'est-à-dire aux trois quarts, du traitement moyen.

2. Les veuves des secrétaires communaux peuvent aussi obtenir une pension de retraite, lorsque le mari a contribué à la Caisse, pendant cinq ans, et que le mariage remonte à trois ans avant le décès, ou lorsqu'elles ont un ou plusieurs enfants.

Le montant de cette pension est fixé à la moitié de la pension à laquelle le mari aurait pu prétendre, d'après le nombre d'années de contribution à la Caisse au moment du décès en service actif, — ou à la moitié de la pension du mari déjà pensionné.

Cette pension est augmentée de $1/6^e$ par enfant retenu du mariage, avec maximum de $6/6^e$. Ces augmentations cessent à mesure que les enfants atteignent l'âge de 18 ans.

3. Les orphelins, âgés de moins de 18 ans, jouissent également d'une pension temporaire. La pension de l'orphelin unique est du tiers de la pension à laquelle le père aurait eu droit à raison de ses années de contribution au jour de son décès, — ou de la pension dont il jouissait à cette même date.

La pension est de la moitié s'il y a deux orphelins; des trois quarts s'ils sont trois; de la totalité s'ils sont quatre ou davantage.

B. *Pensions pour infirmités ou suppression d'emploi.*

Les secrétaires dont la place est supprimée ou qui sont atteints d'infirmités incurables, qui ne leur permettent plus de remplir leurs fonctions, peuvent obtenir la pension s'ils ont contribué à la Caisse pendant au moins dix ans, ou pendant cinq ans si les infirmités proviennent de l'exercice de ces fonctions.

La Caisse est alimentée :

A. *Par des retenues et des subsides.*

1° Par une retenue annuelle de 3 p. c. sur le traitement des secrétaires ;

2° Par un subside annuel des communes, équivalent aussi à 3 p. c. du traitement ;

3° Par un subside annuel de l'État, égal à 2 p. c. de la somme totale des traitements ;

4° Par un subside de toutes les provinces, égal à 1 p. c. des traitements de leurs secrétaires participant à la Caisse ;

5° Par la retenue du premier mois de traitement, lors de l'entrée en fonctions, et du premier mois de traitement après toute augmentation pendant l'exercice des fonctions. On a calculé que l'ensemble de ces retenues équivalait, annuellement, à environ $1/2$ p. c. de l'ensemble des traitements.

B. *Par les intérêts de la réserve.*

Cette réserve est formée par les excédents annuels des retenues sur les dépenses.

II. — MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÉGIME DE LA LOI DU 30 MARS 1861.

En 1884, le conseil d'administration de la Caisse centrale réclama l'augmentation du montant des pensions : il proposait leur liquidation à raison, pour chaque année de contribution, de $1/40^e$ (au lieu de $1/60^e$) de la moyenne du traitement pendant les trois dernières années. Comme conséquence, la retenue et le subside communal auraient été portés de 3 p. c. à 5 p. c.

Plus tard, on préconisa le taux de $1/45$ avec simple augmentation de 1 p. c. du montant de la retenue.

Plus récemment, en 1890, la Fédération des secrétaires communaux proposa à M. le Ministre de l'Intérieur de fixer à 5 p. c. la retenue à prélever sur le traitement des secrétaires, et à 5 p. c. également le subside à verser par la commune; les subsides de l'Etat et des provinces restant fixés à 2 p. c. et 1 p. c., conformément à la loi de 1861.

D'autre part, les secrétaires eussent été admis à la pension à l'âge de 55 ans, moyennant participation à la Caisse pendant dix années; et la liquidation se fût faite à raison de $1/45^e$ de la moyenne du traitement des trois dernières années.

Par arrêté du 5 novembre 1890, M. le Ministre de l'Intérieur institua une commission spéciale, à l'effet d'examiner si les modifications, proposées à la loi du 30 mars 1861, n'étaient pas de nature à compromettre la situation financière de la Caisse centrale des secrétaires communaux.

Le rapport de cette commission ne fut déposé que le 29 octobre 1896.

Ce long espace de six années avait surtout été employé à l'examen de questions théoriques, sur la constitution des caisses d'assurances. On s'était occupé de rechercher si la Caisse centrale des secrétaires communaux et, en général, les caisses d'assurances établies suivant la loi de 1844, reposaient sur des données scientifiques. Ce qu'on y agita, en réalité, ce fut donc la refonte complète de toute la législation actuelle sur la matière.

Les actuaires de la Commission affirmèrent qu'en présence des conditions constitutives, absolument vicieuses, de l'institution, un examen rationnel de la situation financière actuelle de la Caisse des secrétaires communaux était impraticable. Cette impossibilité ne permettait pas de procéder, en connaissance de cause, à l'examen approfondi des modifications désirées à la loi du 30 mars 1861.

Ils proposèrent, en conséquence, d'organiser la caisse en combinant ses conditions constitutives et en appliquant les ressources dont elle pouvait disposer, conformément aux principes des assurances sur la vie.

Comme conclusion, ces membres repoussèrent les modifications proposées, « attendu que les bases sur lesquelles repose le système de la Caisse des secrétaires communaux, et des autres caisses du même genre, ne permettent pas de se rendre compte de la situation de ces institutions ni de prévoir leur avenir. »

Deux autres membres conclurent à l'adoption, pour le calcul de la pension, de la base de $1/55^e$ au lieu de $1/60^e$.

Les deux derniers acceptèrent cette proposition, mais à la condition de porter à 4 p. c. le taux des retenues à verser par les secrétaires; de liquider les pensions sur la base de $1/60^e$ pour les années de participation antérieures au régime nouveau, et sur la base de $1/55^e$ pour les années où la retenue aurait été de 4 p. c.

En suite de ces conclusions divergentes, aucune modification ne fut apportée à la loi de 1861.

Dans la séance du 3 mai 1906, notre honorable collègue M. Macnabaut, en son nom et au nom de MM. Ruzette, Colfs, Pirmez, de Ghellinck d'Elseghem et Brabant, présenta les développements d'une proposition de loi modifiant, en ces termes, l'article 9 de la loi du 30 mars 1861 :

« Les pensions des participants sont liquidées à raison, pour chaque année de contribution à la caisse, d'un cinquantième de la moyenne du traitement qui a été assujéti à la retenue annuelle pendant les cinq dernières années. »

III. — EXAMEN DES SECTIONS.

Les sections de la Chambre firent un accueil favorable à cette proposition de loi.

Deux l'admirent à l'unanimité des membres présents.

Une l'adopta par 9 voix et 2 abstentions; certains membres réclamant, toutefois, l'examen de la situation de la caisse par des actuaires.

Une section admit la proposition par 4 voix et 3 abstentions, et sous réserve de connaître les résultats financiers de la loi.

Dans une autre section, la proposition ne fut adoptée que par 1 voix et 4 abstentions; des membres ayant déclaré ne pouvoir se prononcer en connaissance de cause, faute de documents, et ajoutant que, s'il est désirable que la pension des secrétaires communaux soit majorée, il faut trouver les voies et moyens pour couvrir la dépense.

Enfin, une section adopta la proposition par 4 voix et 12 abstentions. Un membre, sans méconnaître l'utilité du projet, estimait qu'il est nécessaire qu'il fasse, à l'intervention de la section centrale, l'objet d'une étude supplémentaire et minutieuse de la part d'actuaires. Un autre membre, tout en se disant favorable au projet, déclara s'abstenir jusqu'à ce qu'il fut démontré que la modification proposée est réalisable. Enfin, on signala encore l'exemple d'une réforme apportée dans la caisse des pensions de la marine marchande, et sur laquelle il fallut revenir.

La section centrale se rallia unanimement à l'idée des auteurs de la proposition de loi; mais, avant d'admettre définitivement leur formule, elle crut utile de se renseigner plus complètement sur les conséquences financières d'une telle modification de la loi de 1861.

Elle chargea donc son rapporteur d'adresser à M. le Ministre de l'intérieur et de l'instruction publique les questions suivantes :

1° Quel serait l'effet, sur le fonctionnement de la caisse, de la liquidation des pensions des secrétaires communaux, à raison : a) d'un cinquantième ; b) d'un cinquante-cinquième, de la moyenne du traitement assujéti à la retenue annuelle pendant les cinq dernières années, — à supposer que cet avantage fût assuré seulement aux futurs pensionnés ?

2° Quel en serait l'effet, à supposer que l'avantage fut également accordé aux pensionnés actuels ?

A la date du 16 juillet 1907, M. le Ministre de l'intérieur nous adressa la réponse suivante :

« MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

» Par lettre du 19 mars dernier, vous avez bien voulu me faire parvenir les questions suivantes que la section centrale, chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Maenhaut, a décidé de m'adresser :

« 1° Quel serait l'effet, sur le fonctionnement de la caisse, de la liquidation des pensions à raison : a) d'un cinquantième ; b) d'un cinquante-cinquième, de la moyenne du traitement, etc., à supposer que cet avantage soit assuré seulement aux futurs pensionnés ?

» 2° Quel en serait l'effet, à supposer que l'avantage soit également accordé aux pensionnés actuels ? »

» La réponse à la première question ne peut se faire que de façon hypothétique, d'abord, parce que le montant des pensions accordées, essentiellement variable, est subordonné aux conditions diverses prévues à l'article 8 de la loi du 30 mars 1861, instituant la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux et, ensuite, parce que cette caisse doit servir à la fois des pensions de retraite pour les secrétaires et des pensions de survie pour leurs veuves, enfants et orphelins.

» Pour établir le montant approximatif des pensions nouvelles qui seront annuellement accordées, il n'est d'autre base que la moyenne d'une certaine période d'années écoulées. Pour la dernière période décennale, 1897 à 1906, cette moyenne est de 30,000 francs.

» Si l'on applique à ces 30,000 francs de pensions nouvelles le taux du 1/30 et qu'on l'admette pour la durée entière des services, on obtient une augmentation annuelle de charges de 20 p. c., soit 6,000 francs la première année, 12,000 francs la deuxième année, 18,000 francs la troisième, etc., chaque augmentation venant s'ajouter à celles qui ont été accordées les années précédentes aux pensionnés encore en vie.

» Le taux de 1/35 appliqué dans les mêmes conditions équivaldrait à un accroissement annuel de charges de 9 p. c., soit 2,700 francs.

» La réponse à la seconde question peut se faire à l'aide de données exactes à la date du 1^{er} janvier 1907. Le montant des pensions à servir à cette date étant de 281,850 francs, l'application du 1/30 à cette catégorie de pensionnés équivaldrait à une majoration des charges actuelles de 56,370 francs et celle du 1/35 à une majoration de 25,566 50.

» Il resterait à établir que ces augmentations ne peuvent pas compromettre la situation financière de la caisse. Pour atteindre ce but, on devrait pouvoir procéder à un bilan comprenant, d'une part, les ressources de la caisse et, d'autre part, les pensions capitalisées ainsi que l'évaluation de tous ses engagements à la date du bilan. La Commission spéciale instituée, le 4 décembre 1891, en vue d'examiner les modifications proposées à la loi du 30 mars 1861, a reconnu l'impossibilité d'établir ce bilan.

» On ne peut donc, en l'absence de ce document, que relever certains faits dont la tendance est de nature à inspirer la plus grande prudence lorsqu'il s'agit de l'augmentation des charges.

» Par l'examen du travail ci-joint, la section centrale pourra se rendre compte de la situation financière de la caisse, depuis le commencement des opérations jusqu'au 31 décembre 1906. Eu égard à l'indécision qui subsiste au sujet de la vitalité de l'institution, indécision reconnue du reste par les actuaires qui ont étudié l'organisation de cette caisse et son fonctionnement, le Gouvernement estime que des bases nouvelles et plus avantageuses ne peuvent être adoptées pour le calcul des pensions que pour autant qu'il soit assuré à la caisse des revenus nouveaux.

» Il est d'accord en cela avec la Commission spéciale de 1891 (Voir rapport ci-joint, p. 56.), qui avait proposé la liquidation des pensions sur la base de $\frac{1}{33}$ pour chaque année de contribution à la caisse à raison de 1 p. c. supplémentaire de redevance à charge des secrétaires participants.

» Agréez, Monsieur le Représentant, l'expression de ma haute considération.

Le Ministre,

J. DE TROOZ.

Cette réponse donne une satisfaction partielle aux auteurs de la proposition de loi, puisque l'honorable Ministre se déclare disposé à admettre la liquidation des pensions sur la base de $\frac{1}{33}$ pour chaque année de contribution à la caisse, à la condition d'une retenue supplémentaire de 1 p. c. sur les traitements de tous les participants.

A cette lettre se trouvait joint un tableau, indiquant exactement les ressources et les charges annuelles de la Caisse, depuis son institution jusqu'au 31 décembre 1906. Il figure comme annexe à ce rapport.

L'examen de ce tableau et l'étude des divers éléments d'appréciation fournis par les comptes rendus annuels de la Caisse, prouvèrent à votre section centrale que l'on peut, sans rien compromettre, améliorer le régime de la loi de 1861, conformément aux vœux des secrétaires communaux.

IV. — LES CONDITIONS ACTUELLES DU FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE ASSURENT-ELLES SON EXISTENCE?

Avant de rechercher si des modifications peuvent être apportées au régime actuel de la Caisse, il importe d'être fixé sur la situation exacte de celle-ci. Car si déjà son existence n'était que précaire, il n'y aurait pas lieu de se livrer à

l'examen de réclamations qui ne pourraient qu'empirer encore la situation dans l'avenir.

Or, c'est vainement qu'en plusieurs circonstances, et notamment lors de la constitution de la commission spéciale de 1891, on fit appel à la science d'actuels éminents, pour établir l'état exact de la Caisse. Après des délibérations qui se prolongèrent pendant cinq ans, on ne parvint pas à s'accorder sur les réponses à donner aux questions du Gouvernement.

Et il ne faut pas s'étonner, car la possibilité même, d'un examen rationnel de la situation financière fut contestée.

« Notre commission, fut-il dit, se trouve en présence d'une importante quotité d'éléments inconnus ou qui se dérobent à toute évaluation pouvant offrir quelque garantie d'exactitude. C'est la conséquence naturelle de l'ordre de choses voulu par le législateur de 1861. »

On lui reprocha d'avoir repoussé le système rationnel de la Caisse d'épargne, d'avoir créé une association *sui generis*, sans avoir pris la peine de s'assurer si les conditions constitutives de la conception nouvelle étaient compatibles avec les exigences techniques de la matière.

« Dès lors, ajoutait-on, en présence des conditions constitutives absolument vicieuses de l'institution hybride que nous avons devant nous, et qui comporte au plus haut degré les complications infinies, les difficultés inextricables auxquelles le législateur de 1861 croyait échapper, un examen rationnel de la situation financière actuelle de la Caisse des secrétaires communaux est impraticable. Cette impossibilité ne permet pas à notre Commission de procéder, en connaissance de cause, à l'examen approfondi des modifications à la loi du 30 mars 1861 soumises à son appréciations (1). »

Cette conclusion, peu encourageante des représentants les plus autorisés de science des assurances se conçoit aisément, car il faut reconnaître qu'ils n'avaient pas devant eux une œuvre à laquelle ils pussent appliquer les principes de leur technique.

A côté des difficultés inhérentes à l'établissement de tout système d'assurances, mais qui peuvent être résolues par des calculs et les prévisions de la statistique, il y avait, dans la question de la Caisse nouvelle, des difficultés spéciales à raison de l'âge, souvent bien différent, auquel les secrétaires communaux entrent dans la carrière, — de la cessation possible des fonctions pour cause d'infirmités, — des démissions anticipées qui peuvent être données, les unes permettant encore de bénéficier plus tard des avantages de la Caisse, les autres faisant perdre tout droit à la pension de retraite, — du droit reconnu aux veuves, dans des conditions d'inégalité à raison du nombre de leurs enfants, — du droit accordé aux orphelins, droit variable d'après le nombre de ceux-ci.

On comprend combien il était difficile de faire entrer tous ces éléments dans un calcul des charges de la Caisse, en vue de déterminer, même approximativement, les ressources qu'il fallait lui assurer.

Pour arriver au résultat désiré : procurer aux secrétaires, à leurs veuves et à leurs orphelins les avantages de pensions sérieuses, il a donc fallu que le légis-

(1) Déclarations de M. Adan, président de la Commission. V. Rapport, p. 10.

lateur de 1861, manquant de données statistiques certaines, s'aventurât un peu. Mais s'il est vrai, comme semblent le dire les actuaires, qu'il s'est trop confié au hasard, il faut reconnaître que le hasard l'a bien servi.

S'il n'a pas fait une œuvre scientifique, il a pourtant la chance d'avoir réalisé une œuvre qui se révèle excellente et pratique. La jument célèbre de la légende avait toutes les qualités, mais elle avait le défaut d'être morte! Parvint-on à démontrer que notre Caisse de prévoyance a tous les défauts, elle a du moins une qualité, c'est qu'elle vit et que, nous l'allons voir, depuis 46 ans elle prospère!

Elle comptait, à la date du 31 décembre 1905, 2,552 participants, et les traitements, servant de base aux retenues et aux subsides, s'élevaient à la somme de 2,512,793 francs.

La réserve de la caisse était de près de 7 millions; ses redevances annuelles de 245,548 francs; les intérêts annuels de sa réserve de 207,525 francs; soit un total de ressources annuelles de 453,073 francs, pour faire face à des pensions annuelles de 283,527 francs.

L'excédent disponible de la seule année 1905 est donc de 169,546 francs.

Cette somme est allée grossir la réserve et la porter, en 1906, à un chiffre dépassant 7,100,000 francs : réserve effective, constituée en titres de notre rente belge, dont le détail figure tous les ans dans le bilan que publie le *Moniteur*.

Voilà les derniers chiffres officiels. On avouera qu'à première vue, il semblent rassurants.

*
* * *

Mais loin de nous la pensée que ces chiffres, si favorables qu'ils paraissent, puissent donner une idée exacte de la situation de la caisse, tellement qu'il soit possible, à leur seule inspection, et sans autre examen, de décider si, oui ou non, l'état de la caisse permet de supporter un accroissement de charges, par l'augmentation des pensions sollicitée par les secrétaires communaux.

La solution de cette question eut été impossible à une époque rapprochée de la constitution de la caisse de prévoyance, puisque, même en 1891, les actuaires de la commission extra-parlementaire se reconnaissaient incapables « d'élaborer » un bilan rationnel, correct, complet de la situation financière de la caisse, sous « l'empire de ses conditions constitutives, attendu que la plupart de ses engagements se dérobaient à toute évaluation technique. (*Rapp.*, p. 25.) »

Mais aujourd'hui, après un demi-siècle de fonctionnement, on peut se demander si le temps, à lui seul, ne nous a pas apporté des éléments d'appréciation que la science, à raison de la complexité incontestable des faits, était impuissante à nous fournir?

Ne serait-il peut-être pas possible, à cette heure, d'affirmer, sur des constatations, ce que les conditions peu scientifiques de la création de la caisse ne permettaient pas, jadis, d'affirmer sur des prévisions?

Et d'abord, il ne faut pas perdre de vue que nous ne sommes pas en présence d'une institution susceptible d'un développement indéfini à raison de l'admission, toujours possible, de nouveaux participants; d'une institution qui soit, dès lors, dans un « perpétuel devenir ». La caisse de prévoyance des secrétaires commu-

naux n'est pas accessible à tous : elle est à l'usage d'un nombre de personnes, nécessairement limité par le nombre, naturellement limité, de nos communes belges.

Il est donc certain, qu'à un moment donné, cette caisse doit arriver à un maximum de charges.

Ce maximum pourra subir des oscillations, mais ces oscillations négligeables se produiront autour d'un point fixe, auquel elles seront toujours ramenées comme à un centre de gravité. Et il va de soi que si, au moment du maximum des charges de la caisse, ses ressources, non sujettes à diminution, couvrent largement les dépenses, on pourra affirmer avec une entière certitude que l'avenir de la caisse est assuré.

Par conséquent, le point sur lequel il importe avant tout d'être fixé est celui-ci : *A quel moment la caisse atteindra-t-elle son maximum de charges ?*

Si nous pouvions certifier que nous y sommes déjà, la difficulté que soulève la proposition de loi serait résolue : les charges étant parvenues à leur maximum, et les ressources qui doivent y faire face ne pouvant diminuer, puisqu'elles ont pour base des traitements qui certainement ne seront pas abaissés, l'excédent annuel constaté aujourd'hui serait désormais constant, et il deviendrait aisé de savoir, d'une façon assurée, dans quelle mesure ce boni persistant de 179,000 francs permettrait l'augmentation des pensions qui constituent l'unique poste de dépenses de la caisse.

Il ne serait pas tellement téméraire de donner cette assurance, mais ce qui semble pouvoir être affirmé — et cela suffit pour justifier nos conclusions — c'est que la Caisse approche de l'âge où, par l'effet normal de ses conditions d'existence, la stabilité va lui être assurée. Son passif, aussi bien que son actif, s'acheminent vers leur maximum et sont bien près de l'atteindre. Il est donc permis de pronostiquer comme très prochaine la permanence de l'écart entre les revenus et les dépenses. Nous avons déjà dit qu'il s'élevait à la fin de l'année 1906, à la somme de fr. 179,010.42.

* * *

Et voici un premier raisonnement à l'appui de cette assertion.

La loi de 1861, par une mesure transitoire, avait autorisé les secrétaires associés à la Caisse dès son origine, à invoquer leurs services antérieurs jusqu'à concurrence de 15 années, à la condition de supporter, pour chacune de ces années, une retenue de 3 p. c. sur le traitement dont ils jouissaient à cette époque.

Or, le nombre des secrétaires associés, à l'époque de la création, s'élevait à 2,351, et ils se répartissaient comme suit au point de vue de la supputation des services antérieurs :

Nombre d'années rétrospectives invoquées en 1861.	Nombre de secrétaires en 1861.
15	848
14	53
13	45
12	82
11	61
10	66
9	59
8	60
7	53
6	65
5	81
4	75
3	72
2	76
1	59
0	596
	2,551

Dès lors :

a) Les pensions de retraite des secrétaires sont devenues successivement exigibles dans l'ordre suivant :

En 1876, les pensions au profit des survivants des 848 secrétaires qui avaient fait valoir *quinze* années rétrospectives (15 années antérieures et 15 années postérieures, de 1861 à 1876);

En 1877, les pensions au profit des survivants des 53 secrétaires qui invoquèrent *quatorze* années rétrospectives (14 + 16 années, de 1861 à 1877);

En 1878, les pensions au profit des survivants des 43 secrétaires qui se sont prévalus de *treize* années rétrospectives (13 + 17 années, de 1861 à 1878);

En 1879... En 1880... En 1881..., etc.

En 1890, les pensions au profit des survivants des 59 secrétaires qui avaient invoqué une année rétrospective (1 + 29 années, de 1861 à 1890);

En 1891, les pensions au profit des survivants des 596 secrétaires de l'époque de la création, qui ne s'étaient prévalus d'aucune année rétrospective (de 1861 à 1891);

Et depuis, en 1892, 1893, 1894... 1905, 1906, les pensions des survivants des secrétaires nommés en 1862, 1863, 1864... 1875, 1876.

Donc, non seulement, depuis 1876, les pensions des secrétaires qui firent valoir des services antérieurs à la création de la Caisse, sont devenues exigibles, mais, depuis 1891, toutes les pensions sont devenues exigibles. En d'autres termes, après 30 ans, la Caisse a produit son effet au profit des survivants de tous les secrétaires en fonctions à une époque déterminée, c'est-à-dire au moment de la fondation, en 1861.

Et l'on pourrait dire, qu'effectivement, on se trouva alors au maximum des charges de la Caisse. si, après 30 ans de services, tous les secrétaires communaux cessaient obligatoirement de remplir leurs fonctions,

Mais il en est qui restent au service des communes après ce terme de 30 années; il en est même qui continuent à occuper leur charge jusqu'à l'expiration de la 45^e année de service, afin de jouir du maximum de la pension (45/60 de la moyenne des traitements des cinq dernières années).

Toutefois, le nombre en est minime, à en juger par un recensement effectué par le bureau de la comptabilité générale du Département de l'Intérieur en 1883.

Il résulte de ce document qu'à la date du 1^{er} janvier 1883, des 2,551 secrétaires participant à la caisse, en 1861, lors de sa création :

589 seulement étaient encore en fonctions, — soit 23 p. c.

639 étaient décédés, — soit 28.2 p. c.

486 avaient démissionné, — soit 20.6 p. c.

617 étaient pensionnés, — soit 26.2 p. c.

Sur ces 589 secrétaires encore en fonctions, il n'en était que 280 qui, pouvant jouir de leur pension exigible, n'avaient pas réclamé sa liquidation.

Parmi ceux-ci, 96 appartenaient à la catégorie des secrétaires qui avaient invoqué 15 années de services antérieurs : les survivants sont donc arrivés tous au maximum en 1901. Quant aux survivants des autres — et l'on voit combien est petit le nombre de ceux qui restent, après 45 ans, d'un corps de fonctionnaires de 2,551, — ils ont atteint successivement le maximum, les premiers en 1892, les derniers en 1906 ($1861 + 30 + 15 = 1906$).

Il est donc certain que, depuis 1906 au plus tard, non seulement toutes les pensions des secrétaires en fonctions en 1861 sont exigibles, *mais qu'à cette époque toutes ont atteint leur maximum* et, on peut l'ajouter, toutes ont été réclamées.

En d'autres termes, au point de vue du fonctionnement de la Caisse de prévoyance des secrétaires communaux, on peut dire que, dès l'an 1906, la loi de 1861, qui l'institua, a produit tous les effets qu'elle peut donner sur une génération entière de secrétaires communaux. Des 2,551 secrétaires de l'année 1861, les uns sont morts avant de jouir d'aucune pension, les autres ont démissionné avec ou sans pension, d'autres ont joui d'une pension devenue exigible après 30 ans, et tous les autres survivants, ceux-mêmes qui entrèrent dans la carrière en 1861, jouissent d'une pension portée à son maximum (45/60), car il n'est guère admissible qu'il s'en trouve encore qui, après 45 ans de service, n'aient pas réclamé le bénéfice d'une pension que de nouveaux services ne peuvent plus augmenter.

La loi organisatrice de la Caisse de prévoyance a donc parcouru un cycle complet, elle a donné tout ce qu'elle devait donner, et nous avons sous les yeux les résultats de son fonctionnement de 1861 à 1906.

La Caisse devant continuer à opérer dans les mêmes conditions — même nombre de secrétaires, même base des redevances, mêmes taux des redevances, mêmes chances de mortalité ou de survie, — son fonctionnement, pendant la période de 1862 à 1907, doit aboutir à un résultat identique, comme il sera le même en 1908, 1909, etc., pour les cycles commencés en 1863, 1864, etc., — parce que, chacune de ces années, il s'éteindra normalement un même nombre de pensions — et il s'ouvrira normalement un même nombre de pensions, qui seront réclamées, soit avant, soit après qu'elles aient atteint leur maximum.

Pour ne rien omettre, il convient cependant de tenir compte d'un autre élément, qui peut-être n'avait pas, en 1906, manifesté tout son effet, et qui pourrait ainsi influencer encore les années ultérieures, — c'est l'octroi de pensions aux veuves des secrétaires.

Il résulte des calculs faits par M. le Directeur général Maus, dans son rapport de 1888, qu'en s'appuyant sur les constatations faites pendant un certain nombre d'années, il doit s'écouler quarante-neuf ans, depuis la fondation de la caisse, pour atteindre le nombre maximum de veuves de pensionnés : on n'y arriverait donc qu'en 1910.

Et ainsi on doit reconnaître que, théoriquement, une certaine augmentation de dépenses ne serait pas impossible, de ce chef, jusqu'en 1910. Mais on peut dire que, pratiquement, l'accroissement des dépenses qui se produirait ainsi, d'ici à trois années, doit être considéré comme négligeable.

En résumé, en tenant compte de tous les éléments qu'il importait d'envisager, il semble que l'on peut conclure que la caisse de prévoyance des secrétaires communaux est parvenue à la période de stabilité que, vu ses conditions constitutives, elle devait nécessairement atteindre un jour.

Les résultats de ses opérations, tels qu'ils apparaissent aujourd'hui, peuvent donc être considérés comme des résultats presque fixes et désormais peu variables.

Or, rappelons ce que le compte de 1906 accuse :

Montant des retenues subies	fr. 238,293.80
Intérêts échus de la réserve	213,888 »
Total	fr. 452,181.80
Montant des pensions	273,171.58
Excédent des dépenses annuelles	fr. 179,010.42

*
* * *

Mais comme il serait permis de douter de l'exactitude d'une conclusion fondée uniquement sur un raisonnement, déduit des conditions d'organisation de la caisse, il peut être utile d'apporter à ce raisonnement l'appui des chiffres.

Il s'agirait donc de voir comment, en réalité, se comporte la caisse, d'étudier sa marche et de rechercher la signification à attacher aux chiffres de ses opérations, depuis qu'elle a atteint un développement suffisant pour fournir des indications sérieuses.

Les conditions d'existence de la caisse ont évidemment été fort différentes aux diverses périodes de cette existence, — ainsi qu'il résulte clairement du tableau annexé au présent rapport.

Naturellement, au début, les retenues et subsides — s'élevant environ à 9 1/2 p. c. de l'ensemble des traitements — dépassaient de beaucoup le montant des premières pensions qui devinrent exigibles. L'excédent fut placé en rentes sur l'État belge.

Cet excédent — comme il était prévu — alla en décroissant au fur et à mesure de l'exigibilité des pensions. En 1887, pour la première fois, le montant des

pensions l'emporta sur celui des redevances consistant en retenues et subsides.

Mais, à ce moment, l'autre facteur de l'actif entra en ligne : les intérêts des excédents capitalisés depuis 1861 et s'élevant, en 1887, à la somme de 157,930 fr. On commença donc, cette année, à prélever sur ces intérêts annuels ce qui manquait, du côté des redevances, pour acquitter le montant des pensions exigibles et réclamées.

Et, depuis lors, il semble bien que le moyen le plus sûr d'être fixé sur la situation de la caisse, sur sa vitalité et sur ses garanties d'existence, c'est : a) d'abord d'observer la marche parallèle des seules redevances, d'une part, et des dépenses-pensions, d'autre part, au cours de ces dernières années; b) puis de placer en face les uns des autres toutes les ressources et toutes les dépenses, et, descendant le cours des années, de déterminer la situation exacte de l'actif total vis-à-vis du passif intégral.

A. Si nous envisageons les *redevances annuelles* — c'est-à-dire rien que les retenues et les subsides — entrées dans la caisse pendant les dix dernières années (1897-1906), et si nous mettons en regard les pensions payées annuellement (voir le tableau annexé à ce rapport), il semble que le rapport entre les unes et les autres soit aujourd'hui fixé.

Années.	Excédent des pensions sur les retenues et subsides.
1897. fr.	30,495
1898.	45,324
1899.	35,834
1900.	34,547
1901.	44,887
1902.	53,485
1903.	49,538
1904.	56,607
1905.	29,900
1906.	54,877

L'écart entre les pensions payées et les redevances, après avoir atteint son maximum pendant les années 1901 à 1904, se trouve ramené, en 1905 et 1906, à un chiffre inférieur à celui des années 1897 et 1898. La progression des redevances a été proportionnelle à l'accroissement des pensions, tellement que le déficit à prélever sur les intérêts de la réserve, en 1905 et 1906 (29,900 et 54,877 francs), fut moindre que celui des années 1897 et 1898 (30,495 et 45,324 francs).

Cette constatation, sur une période de dix années, n'est pas sans une certaine signification : il ressort de ces chiffres — c'est la seule chose que nous voulions établir pour le moment — qu'après un demi-siècle de fonctionnement de la Caisse de prévoyance, *les dépenses ne marchent pas plus vite que les redevances*.

B. Mais ce qui est plus démonstratif, c'est la mise en regard, d'une part, de toutes les ressources constituant l'actif annuel (redevances annuelles et intérêt de la réserve) et, d'autre part, des pensions annuelles qui com-

posent tout le passif. Car si ce rapprochement amène la constatation d'un excédent constant et uniforme des revenus sur les dépenses, pendant une longue suite d'années, c'est la preuve, par le fait, des bonnes conditions de l'organisme créé en 1861, dût-on avouer que le législateur d'alors s'est un peu lancé à l'aventure,

Pour que cet examen soit concluant, il ne faut pas songer à envisager isolément les résultats de chaque exercice social. En effet, les statistiques officielles prouvent qu'à raison des décès de secrétaires en fonctions, ce qui amène des changements dans les traitements bases des retenues, — qu'à raison du nombre inégal des pensions qui deviennent annuellement exigibles et qui sont réclamées, — qu'à raison du nombre fort différent des pensions qui viennent à s'éteindre pendant une période de même étendue, — les années se suivent et ne se ressemblent guère : il peut exister entre les résultats de deux exercices des différences notables.

Mais ces différences s'éliminent si l'observation porte sur une période suffisamment longue, par exemple, sur une période décennale.

Or, si nous considérons la période de 1887 à 1896, nous trouvons que les recettes et les dépenses se sont balancées ainsi qu'il suit :

Années.	Redevances.	Intérêts.	Dépenses.
1887.	154,049 99	145,312 75	165,880 95
1888.	183,516 42	148,648 25	176,930 27
1889.	188,663 63	153,074 »	173,501 51
1890.	171,519 82	157,930 25	180,872 67
1891.	185,284 01	164,726 50	185,722 90
1892.	179,931 37	168,545 50	195,946 47
1893.	184,016 16	172,961 50	199,642 98
1894.	182,282 21	177,844 »	216,152 53
1895.	206,832 85	178,225 19	221,382 63
1896.	208,610 70	171,397 50	227,141 56
Totaux	1,844,717 16	1,638,665 44	1,943,174 47

Donc, de 1887 à 1896 :

Les redevances se sont élevées à fr. 1,844,717 16

Les intérêts se sont élevés à 1,638,665 44

Total. . . fr. 5,483,382 60

Les pensions se sont élevées à . , , . . . 1,943,174 47

Soit, pour dix ans, un excédent de fr. 1,540,208 15

Soit un excédent annuel des ressources sur les dépenses
de fr. 154,020 81

Si, d'autre part, nous opérons sur la période de 1897 à 1906, nous arrivons au résultat suivant :

Années.	Redevances.	Intérêts.	Dépenses.
1897.	204,896 05	176,842 »	235,391 70
1898.	196,483 32	179,049 »	241,807 65
1899.	212,746 80	182,912 »	248,581 20
1900.	223,131 53	187,336 50	257,678 86
1901.	224,944 60	190,755 »	269,831 73
1902.	224,505 91	196,068 »	277,991 38
1903.	223,307 53	200,221 50	272,846 33
1904.	225,315 60	202,366 50	281,923 17
1905.	245,548 88	207,525 »	275,449 69
1906.	238,218 80	213,888 »	273,171 38
Totaux	2,219,174 22	1,935,973 50	2,634,673 09

Donc, de 1897 à 1906 :		
Les redevances se sont élevées à	fr.	2,219,174 22
Les intérêts se sont élevés à		1,953,973 30
Total.		4,153,147 52
Les pensions se sont élevées à		2,634,673 09
Soit, pour dix ans, un excédent de	fr.	1,520,474 43
Soit un excédent annuel des ressources sur les dépenses de		152,047 44

En présence de ces chiffres, fr. 154,208.15 représentant l'excédent annuel moyen des ressources pendant dix ans, et fr. 152,047.44 représentant l'excédent annuel moyen pendant les dix années suivantes, on doit reconnaître que, pendant ces vingt ans, la Caisse fonctionna comme un véritable appareil de précision, maintenant égale la distance entre les entrées et les sorties.

Et si l'on pouvait craindre que, dans cette statistique de la période de 1901 à 1906, un excédent moindre des dernières années ne fut racheté par un excédent plus considérable des premières années, il suffirait de décomposer la période décennale en deux périodes quinquennales et l'on constaterait qu'au contraire, le boni s'est plus fortement accusé depuis 1902. En effet, les excédents des ressources sur les pensions furent :

En 1897, de	fr.	143,546.55
En 1898, de		155,724.67
En 1899, de		147,077.60
En 1900, de		152,789.17
En 1901, de		143,867.87
Excédent global		724,805.66
Excédent annuel moyen		144,961.15

D'autre part, ces mêmes excédents furent :

En 1902, de	fr.	142,582.55
En 1903, de		150,682.70
En 1904, de		145,758.95
En 1905, de		157,624.19
En 1906, de		179,010.42
Excédent global		777,658.77
Excédent annuel moyen		155,151.75

Nous croyons donc avoir rigoureusement démontré, non seulement la fixité des bonis depuis vingt ans, mais leur tendance marquée à un relèvement dans ces dernières années.

Mais si l'on veut, mieux encore, se rendre compte de la vraie signification de ces chiffres, au point de vue de la juste appréciation du présent et de l'exacte prévision de l'avenir, il faut noter trois choses :

1° D'abord, il est remarquable que l'augmentation de l'écart en boni provient en partie d'un arrêt dans l'accroissement des charges, ou même, ainsi qu'il résulte des tableaux statistiques, de leur diminution.

Les pensions atteignent le chiffre :

En 1902, de	fr. 277,991
En 1903, de	272,846
En 1904, de	281,925

Elles retombent :

En 1905, à.	fr. 275,449
En 1906, à.	275,171

Cette décroissance du chiffre des pensions en 1903, 1905 et 1906 est un fait absolument nouveau, qui ne s'était présenté qu'une seule fois depuis 1861 (en 1879).

N'est-ce pas la preuve que, conformément aux prévisions de M. le directeur-général Maus, dans son rapport de 1888, nous sommes arrivés à « cette époque rapprochée de 1906 où les charges de la caisse, résultant des » pensions de secrétaires et des pensions de veuves, cesseront de progresser » (p. 9).

2° Puis, il faut observer l'accroissement continu, pendant cette même période, des intérêts annuels des capitaux formant la réserve. Ils étaient de 171,597 francs en 1896 et de 190,755 francs en 1901; ils s'élevaient, en 1902, à 196,068 francs, pour arriver à 215,888 francs en 1906.

D'où il ressort que, si même les dépenses devaient, pendant quelque temps encore, reprendre leur mouvement en avant, elles seraient précédées, à chacune de leurs étapes, par un accroissement des ressources, et notamment par l'augmentation presque normale des intérêts des capitaux formant la réserve (environ 5,000 francs annuellement).

3° Il convient, enfin, de tenir compte que, par le fonctionnement normal de la caisse, les ressources, pendant ces vingt dernières années, se seraient élevées à un chiffre bien plus considérable, si les conversions des titres des rentes belges, formant la réserve, n'avaient fait rétrograder d'une manière fort sensible le revenu des annuités.

*
* * *

A l'appui des raisons qui viennent d'être données en vue de prouver que la caisse est arrivée à l'époque de sa stabilité, on pourrait encore faire valoir certaines données, extraites des tableaux-statistiques parus au *Moniteur*, et relatives — non plus au montant des pensions — mais au nombre des pensionnaires.

Jusqu'en 1901, on constate que le nombre en a été croissant : il était de 1,307 en 1897, il était arrivé à 1,389 en 1901.

Or, depuis cette année, il y a un arrêt marqué.

En 1902, il y avait 1,364 pensionnaires; en 1903, 1,371; en 1904, 1,344; en 1905, 1,353.

D'où il semble résulter encore qu'après toutes les progressions prévues, on est enfin arrivé à ce que l'on pourrait appeler le palier de la loi.

De tout cet examen, nous croyons pouvoir conclure :

Que l'état actuel de la caisse donne une absolue sécurité pour l'avenir, parce qu'à des indices divers, on peut reconnaître que la caisse est à une époque bien rapprochée de son maximum de charges, si déjà elle n'y est pas arrivée;

Que la seule augmentation du revenu des capitaux suffirait à couvrir l'accroissement des dépenses qui pourrait éventuellement se produire encore;

Que, dans les conditions actuelles du fonctionnement de la caisse, non seulement il n'y a pas lieu de craindre qu'à un moment donné l'intérêt de la réserve ne suffise plus avec les redevances pour faire face aux charges, mais il est avéré que les intérêts augmentent tous les ans, par le placement de sommes disponibles après acquittement complet des charges. Et c'est ainsi qu'en 1906, ces intérêts étant de 213,888 francs, après intervention dans le paiement des pensions pour une somme de fr. 34,877-58 il restera un excédent disponible, à placer, de plus de 173,000 francs.

V. L'AUGMENTATION DES PENSIONS QUE L'ON PROPOSE SERAIT-ELLE DE NATURE A COMPROMETTRE L'AVENIR DE LA CAISSE?

La réponse à cette question découle naturellement des considérations qui viennent d'être longuement exposées.

Si la situation de la caisse de prévoyance des secrétaires communaux est ce que nous venons de voir, et cela n'est pas contestable, les chiffres cités étant officiels; — si ces chiffres eux-mêmes ont la signification que nous y avons attachée, si le langage que nous leur prètons n'est pas sollicité et n'est que l'expression d'une situation exactement observée, consciencieusement analysée; — l'influence des modifications proposées sur l'avenir de la caisse se révèlera d'elle-même, quand sera déterminée la somme par laquelle se chiffrerait l'augmentation des pensions.

Il nous reste donc à préciser ce dernier point : par quelle somme se traduirait la substitution du 1/50^e ou du 1/33^e du traitement moyen des cinq dernières années, au 1/60^e admis aujourd'hui, dans la liquidation des pensions? Quel accroissement annuel des dépenses représenterait la modification réclamée?

Supposons un secrétaire communal jouissant d'un traitement s'élevant à 3,000 francs, pendant chacune de ses cinq dernières années de service. D'après la base actuelle, sa pension, après trente années de fonctions, sera de 1/60^e de 3,000 francs — soit 50 francs — multiplié par 30, c'est-à-dire 1,500 francs. C'est la pension égale à la moitié du traitement.

Après l'adoption de la proposition de loi :

a) Dans l'hypothèse de la substitution du 1/50^e, sa pension, après trente ans sera de $\frac{3,000}{50} \times 30 = 1,800$ francs. C'est une augmentation de 300 francs, soit un accroissement de 20 p. c. de la pension actuelle.

b) Dans l'hypothèse de la substitution du 1/33^e, sa pension sera, après

trente ans, de $\frac{3,000}{55} \times 30 = \text{fr. } 1,636.36$. C'est une augmentation de fr. 136.36, soit un accroissement de 9.07 p. c. de la pension actuelle.

De telle sorte qu'en admettant comme à peu près définitive la somme de 273,171 francs, à laquelle s'élèvent aujourd'hui les pensions, l'augmentation de 20 p. c, portant sur chacune d'elles aboutirait finalement à majorer le poste des pensions de $\frac{273,171}{100} \times 20 = \text{fr. } 54,634.29$, — ou bien (dans l'hypothèse du 1/55^e) de $\frac{273,171}{100} \times 9 = \text{fr. } 24,585.39$.

Il est même à remarquer que ces augmentations ne se produiront que progressivement, au fur et à mesure de la concession des nouvelles pensions, et que, par conséquent, ces majorations de 54,000 ou de 24,000 francs ne seront atteintes que lorsque, le cycle s'achevant, les dernières pensions de la nouvelle série profiteront de l'augmentation.

Quoi qu'il en soit, nous avons constaté, par l'examen de la situation des vingt dernières années, que l'excédent annuel des recettes sur les dépenses est régulier et presque uniforme, qu'il est en moyenne de 153,000 francs et qu'il s'élève, en 1906, à 179,000 francs.

Il arriverait donc, si les pensions étaient augmentées dans les proportions indiquées, que cet excédent serait diminué, après la période de jouissance des pensionnés actuels, de la somme de 54,000 francs ou de 24,000 francs, par suite du prélèvement de même import, effectué sur les *intérêts* de la réserve, lesquels s'élèvent aujourd'hui à la somme de fr. 179.010-42 après défalcation de la somme de fr. 34,877-58 représentant l'excédent actuel des pensions sur les redevances (retenues et subsides). Il n'y a donc pas lieu de craindre qu'il faille jamais entamer le *capital* de la réserve.

Au contraire, on peut affirmer qu'il continuera à augmenter, chaque année, d'une somme de beaucoup supérieure à 100,000 francs.

Car, d'abord, il ne faut pas perdre de vue que le prélèvement sur les intérêts, correspondant à l'augmentation des pensions, ne se fera que par portions annuelles, selon le nombre des pensions concédées pendant l'année. C'est donc seulement dans une dizaine d'années que l'augmentation pèsera de tout son poids sur les dépenses; et d'ici là, pendant plusieurs exercices, la disposition nouvelle n'affectera guère les dépenses.

Mais, en se plaçant même au moment où l'augmentation produira tout son effet, on voit immédiatement que ces 54,000 francs ou 24,000 francs (d'après les hypothèses) dépensés annuellement en plus et placés en moins — car ils seront pris sur les intérêts de la réserve dont l'excédent annuel se trouvera diminué de pareille somme — ne feront perdre annuellement à la réserve que l'intérêt à 3 p. c. de ces sommes, soit 1,630 francs ou 720 francs.

Donc, le mouvement ascensionnel des intérêts — ils étaient de 175,822 fr. en 1897 et de 213,886 francs en 1906, soit une progression annuelle de 4,230 francs — ne sera pas interrompue, et ce n'est pas se hasarder que de dire que l'accroissement régulier de cette source de revenus aidera, en grande partie, à couvrir l'augmentation annuelle du chiffre des pensions.

Cette prévision se présente avec le caractère d'une véritable certitude, en ce qui concerne l'adoption de la base du 1/35^e, puisqu'il n'en peut résulter qu'une augmentation annuelle de 2,500 francs. Il n'y aurait donc pas lieu, pour octroyer aux secrétaires communaux la modeste augmentation de 9.07 p. c. de leur pension, d'accepter l'offre qu'ils ont faite, dans leurs réunions fédérales, de subir, à cette fin, une retenue supplémentaire de 1 p. c. sur leurs traitements.

Mais votre section centrale, après mûr examen des chiffres officiels et de la situation, a pensé qu'on pouvait aller plus loin.

Il faut bien reconnaître que l'adoption de la base du 1/30^e est, seule, de nature à apporter une amélioration sérieuse dans la position des secrétaires communaux. L'augmentation de 9 p. c. des pensions serait à peine sensible dans la plupart des cas, puisque les petites pensions sont le grand nombre : tous n'ont pas de gros traitements, et combien peuvent invoquer 30 ans de service à l'âge de 60 ans !

Au contraire, c'est beaucoup dans le ménage modeste du vieil employé, qui a vécu d'un traitement de 1,500 francs, de pouvoir porter à l'actif de son petit budget une pension de 900 francs au lieu de celle de 750 francs ; et la différence est grande, pour celui qui gagnait 5,000 francs à la fin de sa carrière, de pouvoir compter sur une pension de 1,800 francs ou seulement sur une pension de 1,500 francs.

Or, ceux-mêmes que notre examen laisserait hésitants doivent reconnaître que, moyennant l'accroissement de ressources spontanément offert par les secrétaires, cette réforme vraiment bienfaisante peut être, sans danger, réalisée sur l'heure.

L'augmentation de 1 p. c. de la retenue sur les traitements eût représenté, en 1903, une recette supplémentaire de 25,127 francs. De telle sorte que, si les communes intervenaient pour un subside égal, l'actif de la caisse serait grossi, tous les ans, d'une somme bien plus que suffisante pour faire face à l'augmentation des pensions, même quand elle sera parvenue à son maximum, puisqu'à cette époque les revenus de la réserve se seront aussi accrus annuellement de 30,000 francs. En effet, on ne prévoit rien qui vienne arrêter les augmentations d'intérêts, qui sont devenues normales et presque constantes, chaque année des deux dernières périodes décennales. (*V. le tableau annexé.*)

Il n'est pas douteux que les communes acceptent cette charge insignifiante qui leur serait imposée. Le traitement moyen des secrétaires communaux était, en 1903, de 984 francs ; il s'agirait donc d'une charge moyenne, par commune, de moins de 10 francs, qui viendrait grever, supplémentairement, le budget communal.

Votre section centrale est unanime à vous proposer cette solution. Elle espère que la Chambre saisira volontiers cette occasion de reconnaître les services que rendent, dans toutes les localités du pays, ceux que l'on a souvent appelé avec raison les chevilles ouvrières de notre organisme communal, puisque c'est d'eux — de leur zèle, de leur pratique et de leur

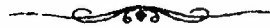
expérience — que dépend fort souvent la marche régulière des administrations locales et la prompt expédition des affaires, toujours plus nombreuses, confiées aux soins de l'autorité communale.

Le Rapporteur,

LÉON MABILLE.

Le Président,

COOREMAN.



Texte proposé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

L'article 9 de la loi du 30 mars 1861 est modifié comme suit :

« Les pensions des participants sont liquidées à raison, pour chaque année de contribution à la caisse, d'un cinquantième de la moyenne du traitement qui a été assujetti à la retenue annuelle pendant les cinq dernières années. »

ART. 2.

L'article 4 de ladite loi est modifié comme suit :

« Les ressources ordinaires de la caisse consistent en :

» 1° Une retenue de 4 p. c. à opérer sur les traitements des secrétaires participants ;

» 2° ...

» 3° Un subside des communes qui n'interviennent actuellement dans aucune caisse de prévoyance, égal à 4 p. c. du traitement que chacune d'elles alloue pour l'emploi de secrétaire, à porter annuellement à leurs budgets. »

ART. 3.

L'augmentation des pensions, prévue par la présente loi, sera applicable pour la première fois aux pensions accordées pendant l'année 1909.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 1.

Artikel 9 der wet van 30 Maart 1861 wordt aldus gewijzigd :

« De pensioenen der deelhebbers worden, voor elk jaar bijdrage in de kas, uitgekeerd op den voet van een vijftigste der gemiddelde jaarwedde waarop de jaarlijksche afhouding is gedaan gedurende de laatste vijf jaren. »

ART. 2.

Artikel 4 van genoemde wet wordt gewijzigd zooals volgt :

De gewone geldmiddelen van de Kas bestaan uit :

1° Eene afhouding van 4 t. h. op de jaarwedde van de deelnemende secretarissen ;

2°

3° Eene toelage van de gemeenten die thans in geene voorzorgskas storten, toelage gelijk aan 4 t. h. van de jaarwedde die elk harer betaalt voor het ambt van secretaris, en jaarlijks op hare begrootingen te brengen.

ART. 3.

De pensioensverhooging, bij deze wet voorzien, zal de eerste maal van toepassing zijn op de pensioenen verleend gedurende het jaar 1909.

ANNEXE AU RAPPORT.

Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux.

Ressources et charges de la caisse depuis son institution.

ANNÉES.	REDEVANCES. — Retenues et subsides.	DÉPENSES. — Pensions payées.	DIFFÉRENCES au profit des redevances.	DIFFÉRENCES au profit des pensions et qui ont dû être prélevées sur les intérêts.	Intérêts perçus.	DIFFÉRENCES ANNUELLES	
						en plus.	en moins.
1	2	3	4	5	6	7	8
1861	159,786 98	»	159,786 98	»	540 »	»	»
1862	96,296 44	1,322 50	94,974 34	»	3,420 »	2,980 »	»
1863	130,700 36	4,275 89	126,424 47	»	10,226 25	6,806 25	»
1864	110,808 69	8,260 80	102,547 89	»	14,928 75	4,702 50	»
1865	118,893 83	10,917 11	107,976 72	»	21,195 »	6,266 25	»
1866	102,566 84	13,230 54	89,336 30	»	26,460 »	5,265 »	»
1867	119,375 03	18,523 67	100,851 36	»	33,077 25	6,617 25	»
1868	110,911 19	40,782 36	90,126 83	»	40,230 »	7,152 75	»
1869	121,115 97	27,235 43	93,880 54	»	45,463 50	5,233 50	»
1870	127,036 14	27,533 23	99,502 91	»	50,805 »	5,341 50	»
1871	138,252 11	32,997 68	105,254 43	»	58,122 »	7,317 »	»
1872	135,651 06	41,919 80	93,731 26	»	64,505 25	6,383 25	»
1873	134,280 23	47,339 51	86,940 72	»	59,185 50	»	5,319 75
1874	139,080 48	50,712 18	88,368 30	»	74,392 50	15,207 »	»
1875	147,044 47	57,005 02	90,039 45	»	81,585 »	7,192 50	»
1876	156,010 43	68,170 49	87,839 80	»	91,758 50	10,173 50	»
1877	141,352 52	76,170 49	65,182 03	»	98,560 »	6,801 50	»
1878	142,910 29	82,578 76	60,331 53	»	104,999 30	6,439 50	»
1879	144,093 08	95,377 09	48,715 99	»	110,992 »	5,992 50	»
1880	151,617 22	100,368 73	51,248 49	»	115,682 »	4,690 »	»
1881	155,228 45	114,956 05	40,272 40	»	121,513 »	5,831 »	»
1882	173,913 05	115,311 73	58,601 32	»	107,532 »	6,019 »	»
1883	164,355 05	136,684 32	27,670 73	»	134,855 50	7,323 50	»
1884	154,625 56	140,815 92	13,809 64	»	140,500 »	5,644 50	»
1885	173,264 37	146,888 15	26,376 22	»	146,171 »	5,671 »	»
1886	171,550 65	162,820 76	8,729 89	»	146,170 50	»	0 50
1887	154,049 99	165,880 95	»	11,830 96	145,312 75	»	857 75
1888	183,516 42	176,930 27	6,586 15	»	148,648 25	3,335 50	»
1889	188,663 63	173,501 51	15,162 12	»	153,074 »	4,425 75	»
1890	171,519 82	180,872 67	»	9,352 85	157,930 25	4,856 25	»
1891	185,284 01	185,722 90	»	438 89	164,726 50	6,796 25	»
1892	179,931 37	195,946 47	»	16,015 10	168,545 50	3,819 »	»
1893	184,016 16	199,642 98	»	15,626 82	172,961 50	4,416 »	»
1894	182,282 21	216,152 53	»	33,870 32	177,844 »	4,882 50	»
(1) 1895	206,832 85	221,382 63	»	14,549 78	178,225 19	381 19	»
1896	208,620 70	227,141 56	»	18,520 86	171,397 50	»	6,827 69
1897	204,896 05	235,391 70	»	30,495 65	175,842 »	4,444 50	»
1898	196,483 32	241,807 65	»	45,324 33	179,049 »	3,207 »	»
1899	212,746 80	248,581 20	»	35,834 40	182,912 »	3,863 »	»
(1) 1900	223,131 53	257,678 86	»	34,547 33	187,336 50	4,424 50	»
1901	224,944 60	269,831 73	»	44,887 13	190,755 »	3,418 50	»
1902	224,505 91	277,991 38	»	53,485 47	196,068 »	5,313 »	»
1903	223,307 53	272,846 33	»	49,538 80	200,221 50	4,152 50	»
1904	225,315 60	281,923 17	»	56,607 57	202,366 50	2,145 »	»
(1) 1905	245,548 88	275,449 69	»	29,900 81	207,525 »	5,158 50	»
1906	238,293 80	273,171 38	»	34,877 58	213,888 »	6,363 »	»

(1) Périodes d'augmentations quinquennales des traitements,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JANUARI 1908.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 30 Maart 1861 houdende instelling van eene centrale voorzorgskas voor de gemeentesecretarissen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

De verschillende punten, waarop de Kamer hare aandacht moet vestigen bij het onderzoek van dit wetsvoorstel, zoo gewichtig voor de aanzienlijkste onder onze gemeenteambtenaren, kunnen natuurlijk worden samengevat in de volgende vijf vragen :

- 1° Wat is de werking van de Voorzorgskas der gemeentesecretarissen?
- 2° Welke wijzigingen wil men daarin brengen?
- 3° Hoe werd in de afdeelingen het voorstel van den heer Maenhaut en andere leden bejegend?
- 4° Waarborgt de wijze, waarop de Kas thans werkt, haar bestaan?
- 5° Zoo ja, zouden de voorgestelde wijzigingen niet van aard zijn om hare toekomst in gevaar te brengen?

I. — WERKING VAN DE VOORZORGSKAS.

De Centrale Voorzorgskas voor de gemeentesecretarissen werd ingesteld bij de wet van 30 Maart 1861, met het hoofddoel pensioen te verschaffen aan aftredende gemeentesecretarissen, aan hunne weduwen en aan hunne minderjarige kinderen; — en met het bijkomend doel bij voorbaat pensioen te verstrekken wegens gebrekkelijkheid of bij afschaffing van het ambt.

A. — Pensioen bij het aftreden.

1. Secretarissen, die den leeftijd van 60 jaar hebben bereikt en ten minste dertig jaren bijdroegen in de Kas, hebben recht op pensioen.

(1) Wetsvoorstel, n° 176 (zittingsjaar 1905-1906).

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Cooreman, voorzitter, van Limburg Stirum, Wauwermans, Bertrand, Raemdonck, Pirmez en Mabilie.

Dit pensioen is gelijk aan de som die wordt verkregen na vermenigvuldiging van het getal jaren bijdrage in de Kas, met een zestigste van de gemiddelde jaarwedde gedurende de laatste vijf jaren werkelijken dienst.

Zoodat een secretaris, met dertig jaren dienst, die dezelfde jaarwedde genoot in de laatste vijf jaren, verzekerd is van een pensioen gelijkstaande met de helft (50/60^e) van zijne laatste jaarwedde.

Eene bijzondere bepaling der wet beslist, dat de jaarwedden beneden 200 frank tot op deze som worden gebracht voor het vaststellen van het middelcijfer.

De secretarissen kunnen evenwel voor de berekening van hun pensioen niet meer doen gelden dan vijf-en-veertig jaren bijdrage in de Kas. Dus bestaat er een minimum, bepaald op 45/60^e, dat is drie vierden van de gemiddelde jaarwedde.

2. Weduwen van gemeentesecretarissen kunnen insgelijks een pensioen bekomen, wanneer de echtgenoot gedurende vijf jaren stortte in de Kas en het huwelijk drie jaren vóór het overlijden werd gesloten, of indien zij een of meer kinderen hebben.

Het bedrag van zulk pensioen bedraagt de helft van het pensioen waarop de echtgenoot aanspraak had kunnen maken, volgens het getal jaren bijdrage in de Kas, op 't oogenblik van zijn overlijden in werkelijken dienst, — of de helft van het pensioen dat de man reeds trok.

Dit pensioen wordt verhoogd met 1/6^e per kind uit het huwelijk overgebleven, met een maximum van 6/6^e. Deze verhooging houdt op naarmate de kinderen den leeftijd van 18 jaar bereiken.

3. De weezen van min dan 18 jaar genieten insgelijks tijdelijk pensioen. Het pensioen van het eenige weeskind bedraagt een derde van het pensioen waarop de vader recht zou gehad hebben wegens zijne jaren storting, op den dag van zijn overlijden, — of van het pensioen dat hij op dienzelfden datum genoot.

Het pensioen bedraagt de helft, indien er twee weezen zijn; drie vierden, zoo er drie zijn, en de gansche som, als er vier of meer zijn.

B. Pensioen wegens gebrekkelijkheid of afschaffing van het ambt.

De secretarissen wier plaats wordt afgeschaft of die ongeneesbaar gebrekkelijk zijn, zoodat zij hun ambt niet langer kunnen waarnemen, kunnen pensioen bekomen indien zij ten minste gedurende tien jaren hebben gestort in de Kas, of gedurende vijf jaren, indien de gebrekkelijkheid het gevolg is van de uitoefening van hun ambt.

De Kas wordt in stand gehouden :

A. *Door afhoudingen en toelagen.*

1^o Door eene jaarlijksche afhouding van 3 t. h. op de jaarwedde van den secretaris;

2^o Door eene jaarlijksche toelage van de gemeente, insgelijks 3 t. h. van de jaarwedde bedragende;

3^o Door eene jaarlijksche toelage van den Staat, gelijkstaande met 2 t. h. van de gansche som der jaarwedde;

4^o Door eene toelage van al de provinciën, gelijkstaande met 1 t. h. van de jaarwedden harer secretarissen die in de Kas storten;

5^o Door afhouding van de eerste maand jaarwedde, wanneer zij hun ambt aanvaarden, en van de eerste maand jaarwedde na elke verhooging gedurende de nitoeffening van het ambt. Er is berekend dat deze gezamenlijke afhoudingen jaarlijks overeenkomen met nagenoeg $1/2$ t. h. op al de jaarwedden.

B. Door de interesten van de reserve.

Deze reserve wordt tot stand gebracht door de jaarlijksche overschotten van de afhoudingen op de uitgaven.

II. — VOORGESTELDE WIJZIGINGEN IN DE WET VAN 30 MAART 1861.

In 1881, vroeg de beheerraad van de Centrale Kas om verhooging van het bedrag der pensioenen : hij stelde voor, ze te berekenen op den voet van $1/40^e$ (in plaats van $1/60^e$), voor ieder jaar bijdrage, van de gemiddelde jaarwedde gedurende de laatste drie jaren. Als gevolg daarvan, zouden de afhouding en de toelage der gemeente van 5 t. h. tot op 5 t. h. worden verhoogd.

Later stelde men $1/45^e$ voor, met eene verhooging van 1 t. h. van het bedrag der afhouding.

Nog later, in 1890, stelde de Bond der Gemeentesecretarissen den Minister van Binnenlandsche Zaken voor, de afhouding van de jaarwedde der secretarissen te bepalen op 5 t. h. en de door de gemeente te storten toelage insgelijks te stellen op 5 t. h.; de toelagen van Staat en provinciën zouden blijven wat ze nu zijn : 2 t. h. en 1 t. h., overeenkomstig de wet van 1861.

Anderdeels zouden de secretarissen worden toegelaten tot het pensioen op den leeftijd van 55 jaar, mits zij hebben bijgedragen in de Kas gedurende tien jaren; en de uitkeering zou geschied zijn tegen $1/45^e$ van de gemiddelde jaarwedde der laatste drie jaren.

Bij koninklijk besluit van 5 November 1890, stelde de Minister van Binnenlandsche Zaken eene bijzondere commissie in ten einde te onderzoeken of de voorgestelde wijzigingen in de wet van 30 Maart 1861 den geldelijken toestand van de Centrale Kas der gemeentesecretarissen niet konden schaden.

Het verslag van deze commissie werd slechts op 29 October 1896 overgelegd.

Dit lang, zesjarig tijdsverloop werd vooral besteed aan het onderzoek van theoretische vraagstukken over de inrichting van de verzekeringskassen. Men had onderzocht of de Centrale Kas der gemeentesecretarissen en in 't algemeen de verzekeringsfondsen, ingesteld volgens de wet van 1844, op wetenschappelijke gegevens berustten. Wat daar eigenlijk ter sprake kwam, was de volledige omwerking van al de bestaande wetten op dit gebied.

De actuarissen van de Commissie bevestigden dat, gezien de volstrekt gebrekkige regelen der instelling, een redematig onderzoek naar den tegenwoordigen geldelijken toestand van de Kas der gemeentesecretarissen on-

doenlijk was. Deze onmogelijkheid veroorloofde niet om met kennis van zaken de in de wet van 30 Maart 1861 verlangde wijzigingen te onderzoeken.

Dientengevolge stelden zij voor, de Kas te regelen door hare instellingsvoorwaarden in overeenstemming te brengen en de geldmiddelen, waarover zij kon beschikken, aan te wenden volgens de beginselen geldend voor de levensverzekering.

Ten slotte verwierpen deze leden de voorgestelde wijzigingen, « aangezien » de grondslagen waarop het stelsel van de Kas der gemeentesecretarissen » en van andere soortgelijke kassen berust, niet veroorloven zich rekenschap » te geven van den toestand dezer instellingen, noch hare toekomst te » voorzien. »

Twee andere leden besloten tot het aannemen van den grondslag van 1/55^e in plaats van 1/60^e voor de berekening van het pensioen.

De twee laatsten vereenigden zich met dit voorstel, doch op voorwaarde dat het bedrag van de afhoudingen, te storten door de secretarissen, werd gebracht tot op 4 t. h. ; dat de pensioenen werden betaald op den voet van 1/60^e voor de jaren bijdrage die aan het nieuwe stelsel voorafgingen, en op den voet van 1/55^e voor de jaren gedurende welke er 4 t. h. afgehouden werd.

Ten gevolge van deze verschillende besluiten, onderging de wet van 1861 geene wijziging hoegenaamd.

Ter vergadering van 3 Mei 1906, werd door ons achtbaar medelid den heer Maenhaut, uit eigen naam en uit naam van de heeren Ruzette, Colfs, Pirmez, de Ghellinck d'Elseghem en Brabant, overgelegd de toelichting van een wetsvoorstel waarbij artikel 9 der wet van 1861 aldus wordt gewijzigd :

« De pensioenen der deelhebbers worden, voor elk jaar bijdrage in de » kas, uitgekeerd op den voet *van een vijftigste* der gemiddelde jaarwedde » waarop de jaarlijksche afhouding is gedaan gedurende de laatste vijf » jaren. »

III. — ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

Dit wetsvoorstel werd in de afdeelingen gunstig onthaald.

Twee harer keurden het goed met eenparige stemmen der aanwezige leden.

Eene nam het aan met 9 stemmen en 2 onthoudingen ; sommige leden vroegen nochtans dat de toestand van de kas werd onderzocht door actuarissen.

Eene afdeeling keurde het goed met 4 stemmen en 5 onthoudingen, doch met dit voorbehoud dat zij de geldelijke gevolgen der wet wilde kennen.

In eene andere afdeeling werd het voorstel slechts aangenomen met 1 stem en 4 onthoudingen ; sommige leden verklaarden dat zij niet met kennis van zaken uitspraak konden doen bij gemis van oorkonden, en voegden er bij, dat zoo het verkieslijk is het pensioen der gemeentesecretarissen te verhoogen, de middelen moeten gevonden worden om de kosten te bestrijden.

Eindelijk, eene afdeeling keurde het voorstel goed met 4 stemmen en

12 onthoudingen. Een lid, zonder het nut van het voorstel te ontkennen, achtte het noodig dat de Middenafdeeling de zaak nader en nauwkeurig deed bestudeeren door actuarissen. Een ander lid was voor het ontwerp, doch zou zich onthouden tot het bewezen was dat de voorgestelde wijziging kon verwezenlijkt worden. Ten slotte werd nog gewezen op het voorbeeld van eene verandering in de pensioenkas voor de koopvaardijvloot, welke maatregel moest ingetrokken worden.

De Middenafdeeling vereenigde zich eenparig met het denkbeeld waaraan de leden, die het voorstel indienden, gehoorzaamden; doch alvorens hunnen tekst voorgoed aan te nemen, achtte zij raadzaam nadere inlichtingen in te winnen omtrent de geldelijke gevolgen van dergelijke wijziging der wet van 1861.

Derhalve gelastte zij haren verslaggever, de volgende vragen te richten tot den Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs :

1^o Wat zou het gevolg zijn voor de werking der kas, indien de pensioenen der gemeentesecretarissen werden uitbetaald tegen : a) een vijftigste; b) een vijftenvijftigste van de gemiddelde jaarwedde, onderworpen aan de jaarlijksche afhouding gedurende de laatste vijf jaren? — ondersteld dat dit voordeel slechts werd verleend aan de toekomstige gepensionneerden?

2^o Wat zou daarvan het gevolg zijn, in de onderstelling dat het voordeel insgelijks werd verleend aan de reeds nu gepensionneerden?

Den 16^{en} Juli 1907 zond de Minister van Binnenlandsche Zaken ons het volgende antwoord :

« MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER.

» Bij brieven van 19 Maart laatstleden stuurdet gij mij de volgende vragen, welke de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel des heeren Maenhaut, besloot tot mij te richten :

» 1^o Wat zou het gevolg zijn voor de werking der kas, indien de pensioenen werden uitbetaald tegen : a) een vijftigste; b) een vijftenvijftigste van de gemiddelde jaarwedde, enz., ondersteld dat dit voordeel slechts werd verleend aan de toekomstige gepensionneerden?

» 2^o Wat zou het gevolg daarvan zijn, in de onderstelling dat het voordeel insgelijks werd verleend aan de thans gepensionneerden? »

» Het antwoord op de eerste vraag kan maar bij onderstelling worden gegeven, omdat het uit zijnen aard veranderlijk bedrag van het pensioen afhangt van de verschillende omstandigheden, voorzien bij artikel 8 der wet van 30 Maart 1861, houdende instelling van de Centrale Voorzorgskas voor de gemeentesecretarissen, en vervolgens omdat deze kas tevens pensioen moet verstrekken aan hunne overlevende weduwen en kinderen.

» Tot bepaling, op nabijkomende wijze, van het bedrag der nieuwe jaarlijks te verleenen pensioenen, is er geen andere grondslag dan het gemiddeld cijfer van zeker tijdperk verlopen jaren. Voor het laatste tienjarig tijdvak, 1897 tot 1906, bedraagt dit middelcijfer 30,000 frank.

» Wordt op deze 30,000 frank nieuwe pensioenen het bedrag van $1/50^o$ toegepast en neemt men het aan voor den ganschen dienstduur, dan verkrijgt men 20 t. h. jaarlijksche vermeerdering der lasten, of 6,000 frank voor het eerste jaar, 12,000 frank voor het tweede jaar, 18,000 frank voor het derde jaar, enz., daar elke verhooging moet worden gevoegd bij diegene welke in vroegere jaren werden verleend aan den nog levende gepensionneerden.

» Het bedrag van $1/55^o$, in dezelfde mate toegepast, zou gelijkstaan met eene jaarlijksche toeneming der lasten van 9 t. h., of 2,700 frank.

» De tweede vraag kan worden beantwoord door middel van nauwkeurige gegevens op 1 Januari 1907. Daar het totaal van de uit te keeren pensioenen toen 281,830 frank bedroeg, zou de toepassing van $1/50^o$ op deze klasse van gepensionneerden overeenkomen met eene verhooging van 56,370 frank op de tegenwoordige lasten en die van $1/55^o$ met eene vermeerdering van 25,366,30 frank.

» Er dient bewezen te worden dat deze vermeerderingen den financieelen toestand der kas niet in gevaar kunnen brengen. Om dat doel te bereiken, zou men eene balans moeten kunnen opmaken, bevattende, eensdeels, al de geldmiddelen der kas en, anderdeels, de gekapitaliseerde pensioenen, alsook de raming van al hare verplichtingen op den datum der balans. De Bijzondere Commissie, op 4 December 1891 ingesteld met het doel de wijzigingen te onderzoeken, voorgesteld in de wet van 30 Maart 1861, erkende de onmogelijkheid om deze balans op te maken.

» Bij gebreke van dit stuk, kan men dus maar wijzen op enkele feiten welker strekking van aard is om de grootste voorzichtigheid in te boezemen wanneer het vermeerdering van lasten betreft.

» Door het onderzoek van het hierbijgevoegde stuk, kan de Middenafdeeling zich rekenschap geven van den geldelijken toestand der kas, sedert het begin der verrichtingen tot den 31^e December 1906. Gezien men geen beslist oordeel heeft over de leefbaarheid der inrichting, wat overigens werd erkend door de actuarissen die de inrichting en de werking dier kas bestudeerden, is de Regeering van gevoelen dat nieuwe en voordeeligere grondslagen niet kunnen aangenomen worden voor de berekening der pensioenen, tenzij aan de kas nieuwe inkomsten worden verzekerd.

» Daarover is zij het eens met de Bijzondere Commissie van 1891 (zie het hierbijgevoegd verslag, bl. 36), die voorstelde betaling der pensioenen op den grondslag van $1/55^o$, voor ieder jaar storting, met 1 t. h. daarbij als verplichte storting voor de secretarissen die daaraan deelnemen.

» Aanvaard, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, de uitdrukking mijner hoogachting.

» *De Minister,*

» J. DE TROOZ. »

Dit antwoord voldoet gedeeltelijk de voorstellers der wet, vermits de achtbare Minister zich bereid verklaart de uitkeering der pensioenen aan te nemen op den grondslag van $1/55^o$ voor ieder jaar storting in de kas, op voorwaarde eener bijkomende afhouding van 1 t. h. op de jaarwedden van al de deelnemers.

Aan den brief was toegevoegd eene tabel, juist opgevende de jaarlijksche geldmiddelen en lasten der Kas, sedert hare instelling tot 31 December 1906. Zij is als bijlage aan het verslag toegevoegd.

Het onderzoek dier tabel en de studie der verschillende middelen tot beoordeeling, door de jaarlijksche verslagen der Kas aan de hand gedaan, bewezen aan uwe Middenafdeeling dat men, zonder iets in gevaar te brengen, het stelsel der wet van 1861 kan verbeteren volgens den wensch der gemeentesecretarissen.

IV. — VERZEKERT DE TOESTAND, WAARIN DE VOORZORGSKAS THANS WERKT, HAAR BESTAAN ?

Alvorens na te gaan of wijzigingen kunnen gebracht worden in het huidige stelsel der Kas, moet men dezès toestand juist kennen, want, moest zij maar in een onzeker toestand verkeeren, dan zou het niet noodig zijn de klachten te onderzoeken, die enkel in de toekomst den toestand nog kunnen verslechteren.

Welnu, vergeefs deed men in verscheidene omstandigheden en name-lijk bij de instelling van de Bijzondere Commissie, in 1891, een beroep op de wetenschap van voornamè actuarissen, om nauwkeurig den toestand der Kas op te maken. Na beraadslaging, gedurende vijf jaar, kon men het niet eens worden over het antwoord dat op de vragen der Regeering diende gegeven te worden.

Dat moet niemand verwonderen, want zelfs de mogelijkheid van een redematig onderzoek van den financieelen toestand werd betwist.

« Onze commissie, zoo luidde het, staat voor een overgroot getal gegevens die onbekend blijven of die ontsnappen aan allen waarborg van nauwkeurigheid opleverende schatting. Dat is het natuurlijk gevolg van de inrichting, door den wetgever van 1861 tot stand gebracht. »

Men verweet hem dat hij het redematig stelsel van de Spaarkas verworpen en eene vereeniging *sui generis* gesticht had, zonder zich de moeite te getroosten te onderzoeken of de grondregelen van de nieuwe inrichting, wel strookten met de technische vereischen van de zaak.

« Derhalve, voegde men erbij, wegens de volstrekt verkeerde grond-
» regelen van de halfslachtige inrichting welke wij voor de hand hebben
» en die in den hoogsten graad de oneindige verwikkelingen zal teweegbren-
» gen, alsmede de onontwarbare moeilijkheden waaraan de wetgever van
» 1861 meende te ontsnappen, is een redematig onderzoek naar den huidige-
» toestand van de kas der gemeentesecretarissen onmogelijk. Deze onmoge-
» lijkheid laat niet toe dat onze Commissie, met kennis van zaken, overga
» tot het grondig onderzoek van de wijzigingen in de wet van 30 Maart
» 1861, aan hare beoordeeling onderworpen (1). »

Dit weinig aanmoedigend besluit van de meest gezaghebbende vertegenwoordigers der verzekeringswetenschap, is licht te begrijpen, want men

(1) Verklaring van den heer Adan, voorzitter der Commissie. Zie *Verslag*, blz. 10.

moet bekennen dat zij niet voor eene instelling stonden waarop de grondbeginselen van hunne techniek konden toegepast worden.

Naast de moeilijkheden die het tot stand brengen van elk verzekeringsstelsel in zich draagt, doch die opgelost kunnen worden door berekeningen en door de vooruitzichten van de statistiek, waren er, wat betreft de nieuwe Kas, bijzondere moeilijkheden voortspruitende uit den soms zeer verschillende leeftijd waarop de gemeentesecretarissen hunne loopbaan intreden, — uit de mogelijke staking van hun ambt wegens ziekte, — uit het nemen van ontslag vóór den tijd, wat voor gevolg kan hebben ofwel dat men later nog de voordeelen der Kas kan genieten, ofwel dat men alle recht op pensioen verliest, — uit het recht aan de weduwen erkend, dat verschilt naar gelang van het getal kinderen, — uit het recht aan de weezen toegekend, dat insgelijks verschilt naar gelang van hun getal.

Men verstaat licht hoe moeilijk het was, rekening te houden met al die gegevens in de berekening van de lasten der Kas, met het oog op de vaststelling, zelfs bij benadering, van de inkomsten die zij noodig zou hebben.

Om tot den gewenschten uitslag te komen : aan de secretarissen, aan hunne weduwen en weezen het voordeel te verschaffen van een degelijk pensioen, was dus de wetgever van 1861, bij gemis aan nauwkeurige statistieken, verplicht te rekenen zoowat op goed geluk af. Doch zoo het waar is, zooals de actuarissen het schijnen te beweren, dat hij te veel aan het toeval heeft overgelaten, dan moet men erkennen dat hij door het toeval goed gediend werd.

Zoo hij geen wetenschappelijk werk leverde, dan toch heeft hij het geluk gehad een werk tot stand te brengen dat zich uitnemend en practisch voordoet. De vermaarde merrie van de legende bezat alle hoedanigheden, zij had slechts een gebrek : zij was dood ! Indien men dus kon bewijzen dat onze Voorzorgskas alle gebreken heeft, dan heeft zij toch ééne goede hoedanigheid : zij leeft en, wij zullen het bewijzen, zij bloeit sedert 46 jaar !

Op 31 December 1905, telde zij 2,552 deelnemers en de jaarwedden, die tot grondslag dienden van de afhoudingen en toelagen, bedroegen 2,512,793 frank.

De reserve van de kas bedroeg nagenoeg 7 millioen ; de jaarlijksche inkomsten 245.548 frank ; de jaarlijksche interesten van de reserve 207,525 frank ; bijgevolg bedroegen de totale jaarlijksche inkomsten 453,073 frank, waarmede jaarlijks voor 285,527 frank pensioenen moeten betaald worden.

Het beschikbaar overschot voor 1905 alleen bedroeg dus 169,346 frank.

Deze som heeft de reserve versterkt en bracht haar in 1906 tot meer dan 7,400,000 frank : werkelijke reserve, bestaande uit titels onzer Belgische rente, en waarvan wij jaarlijks de opsomming aantreffen in de balans die het *Staatsblad* opneemt.

Dit zijn de laatste officieele cijfers. Op 't eerste gezicht moet men bekennen dat zij geruststellend zijn.

Doch de gedachte blijft verre van ons, te beweren dat die cijfers, hoe voordeelig zij ook schijnen, een nauwkeurig denkbeeld geven van den toestand der Kas, in dezer voege, dat het mogelijk zou zijn, bij eene enkele inzage en zonder nader onderzoek, te beslissen of, ja dan neen, de Kas bestand is tegen eene vermeerdering van lasten, ten gevolge van de verhooging der pensioenen, door de gemeentesecretarissen aangevraagd.

Dit vraagstuk op te lossen ware onmogelijk geweest kort na de instelling der Voorzorgskas, want, zelfs in 1891, erkenden de actuarissen der extra-parlementaire commissie zich onbekwaam « eene redematige, juiste, volledige balans op te maken van den financieelen toestand der Kas, volgens de grondregelen harer inrichting, omdat de meeste harer verbintenissen aan alle technische schatting ontsnapt. (Verslag, bl. 23.) »

Doch thans, na eene halve eeuw, kan men zich afvragen of de tijd, op zich zelf, ons geene gronden tot beoordeeling heeft verschaft, die de wetenschap onmachtig was ons te geven, om reden van de onbetwistbare ingewikkeldheid der feiten?

Zou het thans niet mogelijk zijn te bevestigen, volgens vastgestelde feiten, wat de weinig wetenschappelijke regelen van de instelling der Kas voorheen niet vermochten te bevestigen op vooruitzichten?

Men mag vooreerst niet uit het oog verliezen dat wij niet staan voor eene instelling die vatbaar is voor eene uitbreiding zonder einde wegens de altijd mogelijke toetreding van nieuwe deelnemers, eene instelling die derhalve in een « gedurig worden » leeft. De Voorzorgskas der gemeentesecretarissen is niet toegankelijk voor allen : zij is ten dienste van zeker aantal personen, dat noodzakelijk beperkt is door het natuurlijk beperkt aantal Belgische gemeenten.

Voorzeker moet die Kas dus, op een bepaald oogenblik, haar maximum van lasten bereiken.

Dat maximum kan dalen of stijgen, maar die onaanzienlijke schommelingen zullen zich omtrent een vast punt voordoen, tot hetwelk zij altijd zullen weergeleid worden, als tot een zwaartepunt. Het spreekt van zelf dat indien, bij het bereiken van het maximum lasten, de geldmiddelen der Kas, welke niet kunnen verminderen, ruimschoots de uitgaven dekken, men dan ook met volstrekte zekerheid zal mogen bevestigen dat de Kas bestand is tegen de toekomst.

Bijgevolg is het punt, waarvan men eerst en vooral dient zeker te zijn, het volgende : *Op welk oogenblik zal de Kas het maximum lasten bereiken?*

Konden wij verzekeren dat wij het reeds bereikt hebben, dan ware de moeilijkheid, aan het wetsvoorstel verbonden, opgelost : het maximum lasten bereikt zijnde en de geldmiddelen tot het bestrijden van die lasten niet kunnende verminderen, vermits zij tot grondslag hebben jaarwedden die voorzeker niet zullen verlagen, dan zou het heden vastgestelde jaarlijksch overschot voortaan gestadig blijven bestaan en het ware gemakkelijk bepaald te weten in welke mate dat gestadig overschot van 179,000 frank zou veroorloven de pensioenen, de eenige uitgaven voor de kas, te verhoogen.

Het ware niet zoodanig vermetel zulks met zekerheid te bevestigen, maar hetgeen schijnt te mogen bevestigd worden — en dit is voldoende om ons besluit te staven — is dat de kas den tijd nadert waarop, dank zij het geregeld uitwerksel van hare wijze van bestaan, hare bestendigheid verzekerd zal zijn. Haar passief evenals haar actief gaan hun maximum te gemoet en zijn het heel nabij. Dus mag men voorspellen dat eerlang het verschil tusschen de inkomsten en de uitgaven bestendig zal zijn. Wij zegden reeds dat het, op 't einde van het jaar 1906, 179,010.42 frank bedroeg.

*
* *

En ziehier eene eerste redeneering tot staving van deze bewering.

Bij overgangsbepaling had de wet van 1861 de secretarissen, aangesloten bij de kas van haar ontstaan af, gemachtigd hunne vroegere diensten in te roepen ten bedrage van 15 jaar, mits zij voor elk dienstjaar eene afhouding zouden gedooen van 3 t. b. op de jaarwedde welke zij te dien tijde genoten.

Welnu, op 't oogenblik der stichting waren er 351 secretarissen bij de kas aangesloten, ingedeeld als volgt met het oog op de ingeroepen vroegere dienstjaren :

Aantal vroegere jaren, in 1861 ingeroepen.	Aantal secretarissen in 1861.
15	848
14	55
13	43
12	82
11	61
10	66
9	59
8	60
7	53
6	65
5	81
4	75
3	72
2	76
1	59
0	596
	2,551

Daaruit volgt dat :

a) De pensioenen der secretarissen achtereenvolgens konden geëischt worden in de volgende orde :

In 1876, de pensioenen ten bate van de overlevende der 848 secretarissen die *vijftien* vroegere jaren hadden doen gelden (vijftien jaren vóór 1861 en vijftien jaren van 1861 tot 1876) ;

In 1877, de pensioenen ten bate van de overlevende der 55 secretarissen die *veertien* vroegere jaren deden gelden (14 + 16, van 1861 tot 1877);

In 1878, de pensioenen ten bate van de overlevende van de 45 secretarissen die steunden op *dertien* vroegere jaren (15 + 17, van 1861 tot 1878);

In 1879... In 1880... In 1881..., enz.

In 1890, de pensioenen ten bate van de overlevende van de 59 secretarissen die zich op één vroeger jaar beriepen (1 + 29, van 1861 tot 1890);

In 1891, de pensioenen ten bate van de overlevenden der 596 secretarissen, op het oogenblik der stichting, die zich op geen enkel vroeger jaar beriepen (van 1861 tot 1891);

En later, in 1892, 1893, 1894... 1905, 1906, de pensioenen der overlevende van de secretarissen welke benoemd werden in 1862, 1863, 1864... 1875, 1876.

Dus niet alleen werden, sedert 1876, de pensioenen der secretarissen, die diensten van vóór de stichting der Kas deden gelden, eischbaar, maar, sinds 1891, werden ze het allemaal. Met andere woorden, de Kas had, na 50 jaren, hare uitwerking ten voordeele der overlevende van al de secretarissen, die op een bepaalden tijd in betrekking waren, d. w. z. op het oogenblik der stichting, in 1861.

En men zou kunnen zeggen dat men toen, in werkelijkheid, het maximum van de lasten der Kas bereikte, zoo, *na 30 jaar dienst, al de gemeentesecretarissen ophielden hun ambt te bekleeden, daartoe verplicht zijnde.*

Doch sommigen blijven in dienst der gemeenten na het verstrijken van die 50 jaar; zelfs zijn er die hun ambt behouden tot na hun 45^e dienstjaar, om het maximum van het pensioen te kunnen genieten (45/60^e der gemiddelde jaarwedde van hunne laatste vijf jaren).

Nochtans zijn er weinigen in dit geval, te oordeelen naar eene optelling gedaan door het bureel van het algemeen rekenplichtig beheer bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken in 1885.

Uit dit stuk blijkt dat op 1 Januari 1885, van de 2,351 secretarissen die in 1861 tot de kas bijdroegen, toen ze gesticht werd :

Slechts nog 589 in dienst waren — dus 25 t. h.

695 overleden waren — of 28.2 t. h.

486 hun ontslag genomen hadden — of 20.6 t. h.

617 op pensioen gesteld waren — of 26.2 t. h.

Van die 589 nog in bediening zijnde secretarissen waren er maar 280 die, recht hebbende op een pensioen, het niet hadden aangevraagd.

Daaronder waren er 96 die 15 jaar vroegere diensten hadden ingeroepen : de overlevenden hebben dus allen het maximum bereikt in 1901. Wat de overlevende onder de anderen betreft — en men ziet hoe weinig er, na 45 jaar, overblijven van een leger van 2,351 ambtenaren —, zij bereikten achtereenvolgens het maximum, de eerste in 1892, de laatste in 1906 (1861 + 50 + 15 = 1906).

Het staat dus vast dat, sedert 1906 ten laatste, niet alleen al de pensioenen der in 1861 in bediening zijnde gemeentesecretarissen eischbaar zijn, *maar dat zij op dat tijdstip alle het maximum hebben bereikt*, en men mag er bijvoegen dat ze alle werden aangevraagd.

Met andere woorden, wat aangaat de werking der Voorzorgskas voor de gemeentesecretarissen, mag men zeggen dat, van het jaar 1906, de wet van 1861, die bedoelde Kas instelde, al de uitwerkselen had welke zij kan geven voor een gansch geslacht gemeentesecretarissen. Van de 2,351 secretarissen van 1861, zijn de eenen gestorven alvorens eenig pensioen te hebben getrokken, anderen namen ontslag met of zonder pensioen, terwijl anderen nog een pensioen trokken, dat eischbaar werd na 50 jaar, en al de andere overlevenden — juist zij, die eerst in 1861 hunne loopbaan aanvingen, — het maximum pensioen genieten (45/60*), want het is moeilijk aan te nemen dat er nog zijn die, na 45 jaar dienst, niet geëischt hebben een pensioen te genieten, dat door langere jaren dienst niet meer kan verhoogen.

De wet tot inrichting van de Voorzorgskas heeft dus een vollen tijdkring doorloopen; zij leverde alles op wat ze moest opleveren en wij kunnen de uitkomsten harer werking van 1861 tot 1906 overzien.

Daar de Kas moet voortwerken naar dezelfde regelen — zelfde aantal secretarissen, zelfden grondslag der bijdragen, zelfde bedrag der bijdragen, zelfde kansen van sterfte of van overleven —, moet hare werking voor het tijdvak 1862-1907 denzelfden uitslag opleveren, zooals ook 't geval zal zijn in 1908, 1909, enz., voor de tijdkringen beginnende met 1863, 1864, enz., — omdat er op elk dier jaren geregeld hetzelfde aantal pensioenen zullen ophouden — en er geregeld een zelfde aantal pensioenen zullen aanvangen die zullen aangevraagd worden, hetzij voor- hetzij nadat zij het maximum bereiken.

Om niets te verwaarloozen, dient er nochtans rekening te worden gehouden met een ander bestanddeel dat misschien niet al zijn uitwerksel had opgeleverd in 1906 en dat dus nog invloed kan uitoefenen op de volgende jaren, — namelijk het toekennen van pensioenen aan de weduwen van secretarissen.

Uit de berekeningen van den heer algemeen bestuurder Maus, in zijn verslag over 1888, blijkt dat, op grond van de gedane vaststellingen gedurende een zeker getal jaren, er negen-en-veertig jaren moeten verlopen sedert de stichting der kas, om het maximum aantal weduwen van gepensioneerden te bereiken: men zou het dus maar bereiken in 1910.

En zoo moet men bekennen dat in beginsel zekere toeneming der uitgaven uit dien hoofde niet onmogelijk zou wezen tot in 1910. Doch feitelijk mag men zeggen dat die mogelijke toeneming in de drie eerstkomende jaren als onbeduidend mag beschouwd worden.

Kortom, rekening houdende met al de bestanddeelen welke in aanmerking dienden genomen te worden, schijnt het dat men mag besluiten dat de Voorzorgskas der gemeentesecretarissen het tijdstip van vastheid heeft bereikt dat zij noodzakelijk eensdaags moest bereiken, gezien de regelen harer inrichting.

De uitkomsten harer verrichtingen, zooals die heden blijken, kunnen dus beschouwd worden als nagenoeg vaste en voortaan weinig veranderlijke uitkomsten.

Welnu, herinneren wij dat de rekening van 1906 opgeeft wat volgt :

Bedrag der gedane afhoudingen fr.	258,293 80
Vervallen interesten der reserve	215,888 »
Te zamen. fr.	452,181 80
Bedrag der pensioenen.	273,171 58
Overschot der jaarlijksche uitgaven. . . . fr.	179,010 42

*
* *

Daar men echter de nauwkeurigheid van eene gevolgtrekking, die enkel steunt op eene redeneering uitgaande van de inrichtingsregelen der kas, zou mogen betwijfelen, is het wellicht nuttig deze redeneering met cijfers te staven.

Er dient dus nagegaan te worden hoe de kas feitelijk werkt, men hoeft haren gang te bestudeeren en de beteekenis te onderzoeken welke dient te worden gegeven aan de cijfers harer verrichtingen, sedert zij genoeg uitbreiding verwierf om ernstige aanwijzingen te verstrekken.

De toestand der kas was natuurlijk heel verschillend in de onderscheidene tijdvakken van haar bestaan, zooals zonneklaar blijkt uit de bij dit verslag gevoegde tabel.

In den beginne hebben de afhoudingen en toelagen — bedragende nagenoeg 9 1/2 t. h. der gezamenlijke jaarwedden — natuurlijk het bedrag der eerste eischbare pensioenen sterk overtroffen. Het overschot werd belegd in Belgische Staatsrente.

Dat overschot — zooals voorzien was — verminderde naarmate er pensioenen eischbaar werden. In 1887, voor de eerste maal, overtrof het bedrag der pensioenen dat der bijdragen uit afhoudingen en toelagen.

Doch op dat oogenblik kwam een ander bestanddeel van inkomsten in aanmerking : de interesten van de sedert 1861 in kapitaal omgezette overschotten, die in 1887 de som van 157,930 frank bedroegen. Reeds dat jaar dus begon men van die jaarlijksche interesten te nemen hetgeen bij de bijdragen ontbrak, om het bedrag van de eischbare en aangevraagde pensioenen te betalen.

En sedert schijnt het wel dat het zekerste middel om op de hoogte te zijn van den toestand der kas, van hare leefbaarheid en van hare bestaanswaarborgen, is : a) eerst en vooral te letten op den gelijken tred, eensdeels, der gewone inkomsten en, anderdeels, der pensioenuitgaven gedurende deze laatstleden jaren ; b) vervolgens alle inkomsten en alle uitgaven met elkander te vergelijken en, met de jaren meegaande, den juisten toestand te bepalen van het gezamenlijk actief tegenover het gezamenlijk passief.

A. Zoo wij de *jaarlijksche bijdragen* nagaan — hetzij enkel de afhoudingen en de toelagen — die in de kas werden gestort gedurende de laatste tien jaren (1897-1906), en zoo wij daar tegenover stellen de jaarlijks betaalde pensioenen (zie bijgaande tabel), dan schijnt het dat de onderlinge verhouding thans bepaald is gekend.

Jaar.	Overschot van de pensioenen op de afhoudingen en toelagen.
1897. fr.	50,495
1898.	45,524
1899.	35,834
1900.	54,547
1901.	44,887
1902.	53,485
1903.	49,558
1904.	56,607
1905.	29,900
1906.	34,877

Het verschil tusschen de betaalde pensioenen en de bijdragen, na zijn toppunt te hebben bereikt in de jaren 1901 tot 1904, daalt in 1905 en 1906 tot een bedrag beneden dit der jaren 1897 en 1898. De toeneming der bijdragen stond in verhouding tot die der pensioenen, op zoodanige wijze dat het tekort, in 1905 en 1906 te nemen op de interesten der reserve (29,900 en 34,877 frank), minder was dan dit der jaren 1897 en 1898 (50,495 en 45,424 frank).

Deze waarneming over een tijdvak van tien jaar is niet zonder beteekenis: uit die cijfers blijkt — en 't is het eenige dat wij vooralsnu willen bewijzen — dat, na eene halve eeuw dat de Voorzorgskas in werking is, *de uitgaven niet sneller rijzen dan de gewone inkomsten.*

B. Wat meer afdoende is, is echter de vergelijking van de inkomsten, waaruit het jaarlijksche actief bestaat (jaarlijksche bijdragen en interesten der reserve) met de jaarlijksche pensioenen, die gansch het passief uitmaken. *Immers, zoo uit deze vergelijking blijkt dat de inkomsten gestadig en gelijkelyk de uitgaven overtreffen gedurende eene lange reeks jaren, dan is dit het feitelyk bewijs van de degelyke gesteldheid van de in 1861 tot stand gebrachte instelling,* al moest men ook bekennen dat de toenmalige wetgever zoo wat in het onzekere tastte.

Om dit onderzoek afdoende te maken, valt er niet aan te denken, de uitkomsten van ieder maatschappelyk dienstjaar afzonderlyk te beschouwen. De officieele statistieken bewijzen immers dat door het overlijden van in bediening zijnde secretarissen, wat verandering toebrengt aan de jaarwedden die tot grondslag voor de afhoudingen dienen, — dat uit hoofde van het ongelijk getal pensioenen welke jaarlijks eischbaar en aangevraagd worden, — dat uit hoofde van het zeer verschillend aantal pensioenen die een einde nemen gedurende een even uitgebreid tijdvak, — de eene jaren op de andere volgen zonder aan elkander te gelijken: tusschen de uitkomsten van twee dienstjaren kan er merkelyk verschil bestaan.

Dat verschil verdwijnt echter, indien het onderzoek een voldoende tijdvak betreft, bij voorbeeld, een tienjarig.

Welnu, indien wij het tijdvak van 1887 tot 1896 beschouwen, dan stellen wij vast dat uitgaven en ontvangsten tegen elkander opwegen als volgt :

Jaar.	Bijdragen.	Interesten.	Uitgaven.
1887.	154,049 99	145,312 75	165,880 95
1888.	183,516 42	148,648 25	176,930 27
1889.	188,663 63	153,074 »	173,501 51
1890.	171,519 82	157,930 25	180,872 67
1891.	185,284 01	164,726 50	185,722 90
1892.	179,931 37	168,543 50	195,946 47
1893.	184,016 16	172,961 50	199,642 98
1894.	182,282 21	177,844 »	216,152 53
1895.	206,832 85	178,225 19	221,382 63
1896.	208,610 70	171,397 50	227,141 56
Te zamen. . . .	1,844,717 16	1,638,665 44	1,943,174 47

Dus, van 1887 tot 1896, bedroegen :

De gewone ontvangsten	fr. 1,844,717 16
De interesten	1,638,665 44

Te zamen. . . fr. 5,483,382 60

De pensioenen	1,943,174 47
-------------------------	--------------

Derhalve is er voor tien jaren een overschot van . . fr. 1,540,208 15
of een jaarlijksch overschot van de ontvangsten op de uit-
gaven, van fr. 154,020 81

Zoo wij, andererzijds, het tijdvak 1897-1909 onderzoeken, dan komen wij tot den volgende uitslag :

Jaren.	Bijdragen.	Interesten.	Uitgaven.
1897.	204,896 05	175,842 »	235,391 70
1898.	196,483 32	179,049 »	241,807 65
1899.	212,746 80	182,912 »	248,581 20
1900.	223,131 53	187,336 50	257,678 86
1901.	224,944 60	190,755 »	269,831 73
1902.	224,505 91	196,068 »	277,991 38
1903.	223,307 53	200,221 50	272,846 33
1904.	225,315 60	202,366 50	281,923 17
1905.	245,548 88	207,525 »	275,449 69
1906.	238,218 80	213,888 »	273,171 38
Te zamen. . . .	2,219,174 22	1,935,973 50	2,634,673 09

Van 1897 tot 1906, bedroegen :

De gewone inkomsten	fr. 2,219,174 22
De interesten	1,935,973 50

Te zamen. . . fr. 4,155,147 52

De pensioenen	2,634,673 09
-------------------------	--------------

Dus op tien jaar een overschot van fr. 1,520,474 43
Of een jaarlijksch overschot van de ontvangsten op de
uitgaven, van 152,047 44

Gezien deze cijfers : fr. 154,208.15, bedrag van het gemiddeld jaarlijksch

batig slot gedurende tien jaren, en fr. 152,047.44, zijnde het bedrag van het gemiddeld jaarlijksch batig slot gedurende de volgende tien jaren, moet men bekennen dat de Kas gedurende die twintig jaren werkte als een echt zekerheidstuig, het verschil handhavende tusschen inkomsten en uitgaven.

En indien men mocht vreezen dat in die statistiek van het tijdvak 1901-1906 een minder batig slot der laatste jaren zou staan tegenover een grooter batig slot der eerste jaren, dan zou het volstaan het tienjarig tijdvak te splitsen in twee vijfjarige tijdvakken en men zou integendeel vaststellen dat het batig slot sedert 1902 toenam. Het overschot van de ontvangsten op de pensioenen bedroeg immers :

In 1897	fr. 145,346.55
In 1898	133,724.67
In 1899	147,077.60
In 1900	152,789.17
In 1901	145,867.87
Gezamenlijk overschot. . . .	fr. 724,803.66
Gemiddeld jaarlijksch overschot.	144,961.13

Dat overschot bedroeg anderdeels :

In 1902	fr. 142,582.53
In 1903	150,682.70
In 1904	145,758.93
In 1905	157,624.19
In 1906	179,010.42
Gezamenlijk overschot. . . .	fr. 777,658.77
Gemiddeld jaarlijksch overschot.	155,131.75

Wij meenen dus streng te hebben bewezen niet alleen de bestendigheid der overschotten sedert twintig jaar, maar hunne bepaalde strekking, in de laatstleden jaren, om nog toe te nemen.

Wil men echter nog beter de echte beteekenis van die cijfers bevatten, ten einde juist te kunnen oordeelen over het heden en de toekomst nauwkeurig te kunnen voorzien, dan dient men drie punten in acht te nemen :

1^o Eerst en vooral, is het opmerkenswaardig dat het toenemen van het batig slot gedeeltelijk voortvloeit uit het niet-toenemen van de lasten of zelfs, zooals blijkt uit de tabellen der statistieken, uit dezer vermindering.

De pensioenen bedragen :

In 1902.	fr. 277,991
In 1903.	272,846
In 1904.	281,923

Dit bedrag daalt :

In 1905 tot	fr. 275,449
In 1906 tot	273,171

Deze vermindering van het bedrag der pensioenen in 1903, 1905 en 1906 is iets gansch nieuw; sedert 1861 deed het zich slechts eenmaal voor (in 1879).

Ligt daarin niet het bewijs dat, zooals voorzien werd door den heer algemeen bestuurder Maus in zijn verslag van 1888, wij « tot het van 1906 » niet ver verwijderde tijdstip gekomen zijn, waarop de lasten der kas, » voortspruitende uit de pensioenen van secretarissen en uit de pensioenen van weduwen, niet meer zullen rijzen »? (bl. 9).

2^o Daarbij moet men aanmerken dat, gedurende ditzelfde tijdvak, de jaarlijksche interesten van de kapitalen, die de reserve vormen, bestendig toenemen. In 1896, bedroegen zij 171,597 frank en in 1901, 190,733 frank; in 1902, klommen zij tot 196,068 frank om, in 1906, 213,888 frank te bereiken.

Waaruit volgt dat, moesten zelfs de uitgaven nog eenigen tijd rijzen, zij bij elk tijdvak zouden voorafgegaan zijn van eene vermeerdering van inkomsten, en dit namelijk door de schier normale vermeerdering van de interesten der kapitalen die de reserve vormen (jaarlijks nagenoeg 5,000 frank).

3^o Er dient, ten slotte, rekening te worden gehouden met het feit, dat door de normale werking der kas, de inkomsten, gedurende de laatste 20 jaar, nog een hooger bedrag zouden bereikt hebben, indien de omzetting der titels van de Belgische rente, die de reserve uitmaken, de opbrengst der annuïteiten niet merkkelijk had verminderd.

* * *

Tot staving van bovengemelde redenen, die bewijzen dat de kas een tijdvak van duurzaamheid ingetreden is, zou men nog zekere gegevens kunnen doen gelden, die wij vinden in statistiek-tabellen, opgenomen in het *Staatsblad*, niet over het bedrag der pensioenen, maar over het getal gepensionneerden.

Tot 1901 zien wij hun getal stijgen: van 1,307 in 1897, kwam het tot 1,389 in 1901.

Welnu, sedert 1901 is er merkelijke stilstand.

In 1902 waren er 1,564 gepensionneerden; in 1903, 1,571; in 1904, 1,544 en in 1905, 1,533.

Uit dit alles schijnt nog te blijken dat wij, na de voorziene toeneming, gekomen zijn tot hetgeen men de hoogvlakte der wet zou kunnen noemen.

Uit dit onderzoek meenen wij te mogen besluiten:

Dat de huidige toestand der Kas volstreckte zekerheid geeft voor de toekomst, want uit verschillende gegevens kan men opmaken, dat de Kas wel dra haar maximum van lasten zal bereiken, indien zij dit niet reeds bereikt heeft;

Dat alleen de vermeerdering van de interesten der kapitalen toereikend is tot het bestrijden van de vermeerdering der uitgaven, die zich nog zou kunnen voordoen;

Dat, zooals de Kas thans werkt, het niet alleen niet te vreezen is, dat op zeker oogenblik de interesten van de reserve met de bijdragen niet toereikend zullen zijn om de lasten te dekken, maar dat het vaststaat dat jaarlijks de interesten vermeerderen, door het beleggen der beschikbare gelden,

na volkomen betaling der lasten. En aldus zal, in 1906, met 213,888 frank interesten, na eene bijdrage van 34,877.38 frank tot betaling der pensioenen, een beschikbaar overschot te beleggen zijn van meer dan 175,000 frank

V. — ZOU DE VOORGESTELDE VERHOOGING VAN PENSIOEN DE TOEKOMST DER KAS IN GEVAAR BRENGEN ?

Het antwoord op deze vraag ligt in bovenstaande beschouwingen.

Indien de toestand van de Voorzorgskas der gemeentesecretarissen werkelijk is zooals wij hierboven hebben gezien, en dat is onbetwistbaar, daar de opgegeven cijfers officieel zijn; — indien deze cijfers zelf de beteekenis hebben die wij er aan hechten, indien de uitlegging, die wij er aan geven, niet met opzet uitgelokt werd en slechts de uitdrukking is van eenen goed onderzochten en gewetensvol ontleden toestand; — zal de invloed der voorgestelde wijzigingen op de toekomst der Kas van zelf blijken, wanneer de som der verhooging van de pensioenen bepaald zal zijn.

Dit laatste punt moeten wij nog ophelderen : Welke som zou er noodig zijn, moest men $1/60^e$, dat thans in aanmerking komt voor de berekening der pensioenen, vervangen door $1/50^e$ of door $1/55^e$ van de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren ? Hoeveel zou de jaarlijksche uitgaaf door de aangevraagde wijziging aangroeien ?

Nemen wij een gemeentesecretaris met eene jaarwedde van 3,000 frank, gedurende elk van zijne laatste vijf dienstjaren. Naar de huidige berekening, zal zijn pensioen, na dertig jaar dienst, bedragen $1/60^e$ van 3,000 frank — of 50 frank — vermenigvuldigd door 30, dat maakt 1,500 frank of de helft van zijne wedde.

Na de goedkeuring van het wetsvoorstel :

a) In de onderstelling van den deeler 50, zal na dertig jaar zijn pensioen bedragen $\frac{3,000}{50} \times 30 = 1,800$ frank. Dat is eene verhooging van 300 frank of eene vermeerdering van het huidige pensioen van 20 t. h.;

b) In de onderstelling van den deeler 55, zal, na dertig jaar, zijn pensioen bedragen $\frac{3,000}{55} \times 30 = \text{fr. } 1,636.36$. Dat is eene verhooging van fr. 136.36 of eene vermeerdering van 9.07 t. h. van het huidige pensioen.

Wanneer men dus aanneemt als bijna onveranderlijk het bedrag van 273,171 frank van de huidige pensioenen, zal de verhooging met 20 t. h. ten slotte uitkomen op eene vermeerdering van den post pensioenen van $\frac{273,171}{100} \times 20 = \text{fr. } 54,634.29$, of wel, in de onderstelling van den deeler 55, $\frac{273,171}{100} \times 9 = \text{fr. } 24,585.39$.

Er dient zelfs aangemerkt te worden, dat die verhoogingen zich slechts achtereenvolgens zullen voordoen, naarmate nieuwe pensioenen worden verleend, en dat dus die vermeerderingen van 54,000 of van 24,000 frank

slechts dan zullen bereikt worden, wanneer, bij het afloopen van het tijdvak, de laatste pensioenen van de nieuwe reeks de vermeerdering genieten.

Wat er ook van zij, uit het onderzoek van den toestand der laatste twintig jaren blijkt, dat het jaarlijksch batig slot van de ontvangsten boven de uitgaven, geregeld voorkomt en schier altijd even hoog is, dat het gemiddeld 153,000 frank bedraagt en in 1906 tot 179,000 frank stijgt.

Het zou dus gebeuren, indien de pensioenen naar gemelde verhouding verhoogd werden, dat, na afloop van het tijdvak der thans bestaande pensioenen, dit overschot zou verminderen met 54,000 of 24,000 frank, ten gevolge van de voorafneming eener gelijke som, op de *interesten* der reserve, die heden 179,010.42 frank bereiken na aftrek van de som van 34,877.58 frank, waarmede thans de pensioenen de bijdragen (afhoudingen en toelagen) overschrijden. Men behoeft dus niet te vreezen dat het *kapitaal* der reserve ooit aangesproken moet worden.

Men mag integendeel bevestigen dat dit kapitaal gestadig elk jaar met ruim 100,000 frank zal aangroeien.

Want vooreerst dient niet uit het oog verloren te worden dat die betaling, door de interesten, van eene som gelijkstaande met de verhooging der pensioenen, slechts met jaarlijksche gedeelten zal geschieden, naar het aantal in het jaar verleende pensioenen. Enkel na een tiental jaren, zal de vermeerdering ten volle op de uitgaven drukken, en tot dat tijdstip, gedurende verscheidene dienstjaren, zal de nieuwe bepaling de uitgaven niet erg verhoogen.

Doch plaatsen wij ons op het oogenblik waarop de verhooging al haar uitwerksel zal hebben, dan zien wij dadelijk dat die 54,000 of 24,000 frank (naar de onderstelling) jaarlijks meer uitgegeven en minder belegd, — want zij worden afgenomen van de interesten der reserve, waarvan het jaarlijksch overschot met een gelijke som verminderd wordt — jaarlijks de reserve slechts zullen doen verliezen den intrest 3 t. h. van die sommen, zijnde 1,650 frank of 720 frank.

Dus zal de bestendige toeneming der interesten — 175,822 frank in 1897 en 213,886 frank in 1906, dat is eene jaarlijksche vermeerdering van 4,230 frank — niet onderbroken worden, en men mag zonder schromen zeggen, dat de regelmatige toeneming van die bron van inkomsten toereikend zal zijn om grootendeels de jaarlijksche verhooging der pensioenen te bestrijden.

Dit vooruitzicht doet zich voor als volstrekt zeker, zoo het getal 55 als deeler wordt aangenomen, want dan volgt er slechts eene jaarlijksche vermeerdering van 2,500 frank. Ten einde de gemeentesecretarissen de geringe verhooging van 9.07 t. h. op hun pensioen toe te staan, is het dus niet noodig het in hunne bondsvergaderingen gedane aanbod te aanvaarden, namelijk 1 t. h. meer van hunne wedde te laten vallen.

Doch uwe Middenafdeeling, na rijp onderzoek van de officieele cijfers en van den toestand, was van meening dat men nog verder gaan kan.

Men moet wel erkennen dat de aanneming van 50 als deeler alleen van

aard is om eene ernstige verbetering in den toestand der gemeentesecretarissen te brengen. Eene verhooging van 9 t. h. van de pensioenen zou men nauwelijks gewaar worden in de meeste gevallen, omdat de kleine pensioenen het talrijkst zijn: allen hebben geene groote jaarwedden, en hoeveel zijn er die op 60-jarigen leeftijd 30 jaar dienst kunnen inroepen!

In het nederig huishouden van een ouden bediende, die van eene wedde van 1,500 frank leefde, heeft het integendeel wat te beteekenen dat hij op zijne geringe begroting een pensioen van 900 frank kan brengen in stede van 750; en het verschil wordt aanzienlijk voor iemand die op het einde zijner loopbaan 3,000 frank won en rekenen kan op een pensioen van 1,800 frank in stede van slechts 1,500.

Zij die na ons onderzoek nog aarzelen, moeten bekennen, dat met de verhooging der inkomsten vrijwillig door de secretarissen aangeboden, deze waarlijk goede hervorming van stonden aan zonder gevaar kan verwezenlijkt worden.

De vermeerdering met 1 t. h. van de afhouding op de jaarwedden zou, in 1903, 23,127 frank meer opgebracht hebben; derwijze dat met eene bijdrage van de gemeente voor eene gelijke som, het actief der kas jaarlijks zou vermeerderen met eene som die meer dan toereikend is om de verhooging der pensioenen te betalen, zelfs dan wanneer deze hun maximum hebben bereikt, want op dat tijdstip zouden de inkomsten der reserve ook jaarlijks met 30,000 frank aangegroeid zijn. Men voorziet trouwens niets dat de vermeerdering der interesten zou stremmen; deze waren geregeld en schier standvastig, elk jaar van de laatste twee tienjarige tijdvakken. (*Z. bijgevoegde tabel.*)

Wij twifelen er niet aan, of de gemeenten zullen dezen onbeduidenden last gaarne op zich nemen. In 1903 bedroeg de gemiddelde jaarwedde der gemeentesecretarissen 984 frank; gemiddeld zouden dus de gemeenten elk een last te dragen hebben van min dan 10 frank, op de begroting uit te trekken.

De Middenafdeeling is het eens om die oplossing voor te stellen. Zij hoopt dat de Kamer de gelegenheid niet zal laten voorbijgaan om de diensten te erkennen van hen, die in elke gemeente des lands met recht des pil genoemd worden, waarom ons gemeentestelsel draait. Van hen, van hunnen ijver, van hunne praktijk en ervaring, hangt meestendeels de regelmatige gang af in het bestuur der gemeenten, en despoedige afwerking der zaken die gedurig in aantal toenemen en aan de gemeenteoverheid opgedragen worden.

De Verslaggever,

LÉON MABILLE.

De Voorzitter,

G. COOREMAN.

Texte proposé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

L'article 9 de la loi du 30 mars 1861 est modifié comme suit :

« Les pensions des participants sont liquidées à raison, pour chaque année de contribution à la caisse, d'un cinquantième de la moyenne du traitement qui a été assujetti à la retenue annuelle pendant les cinq dernières années. »

ART. 2.

L'article 4 de ladite loi est modifié comme suit :

« Les ressources ordinaires de la caisse consistent en :

» 1^o Une retenue de 4 p. c. à opérer sur les traitements des secrétaires participants ;

» 2^o ...

» 3^o Un subside des communes qui n'interviennent actuellement dans aucune caisse de prévoyance, égal à 4 p. c. du traitement que chacune d'elles alloue pour l'emploi de secrétaire, à porter annuellement à leurs budgets. »

ART. 3.

L'augmentation des pensions, prévue par la présente loi, sera applicable pour la première fois aux pensions accordées pendant l'année 1909.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 1.

Artikel 9 der wet van 30 Maart 1861 wordt aldus gewijzigd :

« De pensioenen der deelhebbers worden, voor elk jaar bijdrage in de kas, uitgekeerd op den voet van een vijftigste der gemiddelde jaarwedde waarop de jaarlijksche afhouding is gedaan gedurende de laatste vijf jaren. »

ART. 2.

Artikel 4 van genoemde wet wordt gewijzigd zooals volgt :

« De gewone geldmiddelen van de Kas bestaan uit :

» 1^o Eene afhouding van 4 t. h. op de jaarwedde van de deelnemende secretarissen ;

» 2^o

» 3^o Eenetoelage van de gemeenten die thans in geene voorzorgskas storten, toelage gelijk aan 4 t. h. van de jaarwedde die elk harer betaalt voor het ambt van secretaris, en jaarlijks op hare begrootingen te brengen. »

ART. 3.

De pensioensverhooging, bij deze wet voorzien, zal de eerste maal van toepassing zijn op de pensioenen verleend gedurende het jaar 1909.

BIJLAGE VAN HET VERSLAG.

Centrale Voorzorgkas der gemeentesecretarissen.

Baten en lasten der kas sedert hare instelling.

JAREN.	BIJDRAGEN. — Afnoudingen en toelagen.	UITGAVEN. — Betaalde pensioenen.	BATIG VERSCHIL voor de inkomsten.	BATIG VERSCHIL voor de pensioenen en dat van de interesten moest afge- nomen worden.	Ontvangen interesten.	JAARLIJKSCH VERSCHIL	
						meer.	minder.
1	2	3	4	5	6	7	8
1861	159,786 98	»	159,786 98	»	540 »	»	»
1862	96,296 44	1,322 50	94,974 34	»	3,420 »	2,980 »	»
1863	130,700 36	4,275 89	126,424 47	»	10,226 25	6,806 25	»
1864	110,808 69	8,260 80	102,547 89	»	14,928 75	4,702 50	»
1865	118,893 83	10,917 11	107,976 72	»	21,195 »	6,266 25	»
1866	102,566 84	13,230 54	89,336 30	»	26,460 »	5,265 »	»
1867	119,375 03	18,523 67	100,851 36	»	33,077 25	6,617 25	»
1868	110,911 19	40,782 36	90,126 83	»	40,230 »	7,152 75	»
1869	121,115 97	27,235 43	93,880 54	»	45,463 50	5,233 50	»
1870	127,036 14	27,533 23	99,502 91	»	50,805 »	5,341 50	»
1871	138,252 11	32,997 68	105,254 43	»	58,122 »	7,317 »	»
1872	135,651 06	41,919 80	93,731 26	»	64,505 25	6,383 25	»
1873	134,280 23	47,339 51	86,940 72	»	59,185 50	»	5,319 75
1874	139,080 48	50,712 18	88,368 30	»	74,392 50	15,207 »	»
1875	147,044 47	57,005 02	90,039 45	»	81,585 »	7,192 50	»
1876	156,010 43	68,170 49	87,839 80	»	91,758 50	10,173 50	»
1877	141,352 52	76,170 49	65,182 03	»	98,560 »	6,801 50	»
1878	142,910 29	82,578 76	60,331 53	»	104,999 0	6,439 50	»
1879	144,093 08	95,377 09	48,715 99	»	110,992 »	5,992 50	»
1880	151,617 22	100,368 73	51,248 49	»	115,682 »	4,690 »	»
1881	155,228 45	114,956 05	40,272 40	»	121,513 »	5,831 »	»
1882	173,913 05	115,311 73	58,601 32	»	107,532 »	6,019 »	»
1883	164,355 05	136,684 32	27,670 73	»	134,855 50	7,323 50	»
1884	154,625 56	140,815 92	13,809 64	»	140,500 »	5,644 50	»
1885	173,264 37	146,888 15	26,376 22	»	146,171 »	5,671 »	»
1886	171,550 65	162,820 76	8,729 89	»	146,170 50	»	0 50
1887	154,049 99	165,880 95	»	11,830 96	145,312 75	»	857 75
1888	183,516 42	176,930 27	6,586 15	»	148,648 25	3,335 50	»
1889	188,663 63	173,501 51	15,162 12	»	153,074 »	4,425 75	»
1890	174,519 82	180,872 67	»	9,352 85	157,930 25	4,856 25	»
1891	185,284 01	185,722 90	»	438 89	164,726 50	6,796 25	»
1892	179,931 37	195,946 47	»	16,015 10	168,545 50	3,819 »	»
1893	184,016 16	199,642 98	»	15,626 82	172,961 50	4,416 »	»
1894	182,282 21	216,152 53	»	33,870 32	177,844 »	4,882 50	»
(1)1895	206,832 85	221,382 63	»	14,549 78	178,225 19	381 19	»
1896	208,620 70	227,141 56	»	18,520 86	171,397 50	»	6,827 69
1897	204,896 05	235,391 70	»	30,495 65	175,842 »	4,444 50	»
1898	196,483 32	241,807 65	»	45,324 33	179,049 »	3,207 »	»
1899	212,746 80	248,581 20	»	35,834 40	182,912 »	3,863 »	»
(1)1900	223,131 53	257,678 86	»	34,547 33	187,336 50	4,424 50	»
1901	224,944 60	269,831 73	»	44,887 13	190,755 »	3,418 50	»
1902	224,505 91	277,991 38	»	53,485 47	196,068 »	5,313 »	»
1903	223,307 53	272,846 33	»	49,538 80	200,221 50	4,152 50	»
1904	225,315 60	281,923 17	»	56,607 57	202,366 50	2,145 »	»
(1)1905	245,548 88	275,449 69	»	29,900 81	207,525 »	5,158 50	»
1906	238,293 80	273,171 38	»	34,877 58	213,888 »	6,363 »	»

(1) Tijdvakken van vijfjarige verhoogingen van wedde.